



**ACCORD-CADRE INTERMINISTÉRIEL DE
PRESTATIONS DE COMMUNICATION
CLASSIQUE ET ACCESSIBLE POUR LES
SERVICES DE L'ÉTAT (HORS MINISTÈRE
DES ARMÉES) ET CERTAINS DE SES
ÉTABLISSEMENTS PUBLICS EN RÉGION
AUVERGNE-RHÔNE-ALPES
CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES
PARTICULIÈRES**

Numéro de consultation : COMMUNICATION_3_ARA_2025

Procédure de passation : Appel d'offres ouvert passé en application des articles L2124-2, R2124-1, R2161-1 à R2161-5 du code de la commande publique.

Le présent document comporte 48 pages

Table des matières

Article 1 - DÉFINITION.....	5
1.1 Les parties.....	5
1.2 Les autres définitions.....	5
Article 2 - CARACTÉRISTIQUES PRINCIPALES DE L'ACCORD-CADRE.....	6
2.1 Objet de l'accord-cadre.....	6
2.2 Procédure de passation.....	6
2.3 Allotissement.....	7
2.4 Forme et étendue de l'accord-cadre.....	7
2.5 Durée de l'accord-cadre.....	8
2.5.1 Cadre général.....	8
2.5.2 Reconduction de l'accord-cadre.....	8
2.6 Lieu d'exécution.....	9
2.7 Documents contractuels.....	9
2.8 Marchés de prestations similaires.....	10
2.9 Modification de l'accord-cadre.....	10
2.10 Clauses de réexamen.....	10
2.11 Clauses prestations supplémentaires éventuelles (PSE) et de variantes.....	11
Article 3 - MODALITÉS DE COLLABORATION ET D'EXÉCUTION DE L'ACCORD-CADRE.....	11
3.1 Modalité de passation des consultations subséquentes pour les lots 1 conseil créatif et conception graphique et 3 réalisations de supports audio-visuels comprenant une dimension journalistique.....	12
3.1.1 Forme de la consultation subséquente (lots 1 et 3).....	12
3.1.2 Durée des bons de commandes issus d'une consultation subséquente (lots 1 et 3).....	13
3.1.3 Procédure de remise en consultation subséquente (lots 1 et 3).....	13
3.2 Modalités de passation des bons de commande pour les autres lots :.....	14
(2-Impression de documents en petits volumes, 4 à 6 fourniture de supports publicitaires et de matériels de stand pour l'activité événementielle, 7-Mise en accessibilité de supports de communication en FALC et PDF accessibles, 8-Interprétation en LSF, 9- Transcription via vélotypie / audio description / sous-titrage et 10- prestation de communication innovante : le langage clair et sa mesure).....	
3.2.1 Établissement des devis pour les autres lots :.....	14
3.2.2 Conclusion des bons de commande pour les autres lots :.....	15
3.3 Délai d'exécution du bon de commande.....	16
3.4 Contenu des bons de commande.....	16
3.5 Annulation totale ou partielle d'un bon de commande.....	17
3.6 Obligation de réponse.....	17
3.7 Service fait présumé.....	18
Article 4 - RÉGIME FINANCIER.....	18
4.1 Établissement des prix de l'accord-cadre.....	18
4.2 Contenu des prix.....	18
4.3 Prix des bons de commande.....	18
4.4 Révision des prix de l'accord-cadre.....	19
4.4.1 Tous les lots - Révision du BPU.....	19
4.4.2 Clause de sauvegarde.....	20
4.5 La clause butoir.....	20
4.6 Avances.....	20

4.7 Règlements.....	20
4.8 Répartition des paiements.....	20
4.9 Retenue de garantie et comptable assignataire.....	21
4.10 Délai de paiement.....	21
4.11 Intérêts moratoires.....	21
4.12 Modalités de facturation.....	22
4.13 Paiement par carte d'achat.....	23
4.14 Service fait présumé.....	23
4.15 Taux de TVA.....	23
4.16 Monnaie.....	23
Article 5 - CLAUSES ADMINISTRATIVES.....	23
5.1 Les exigences relatives aux prestations.....	23
5.2 Obligations du titulaire.....	24
5.2.1 Obligation de conseil.....	24
5.2.2 Obligation d'information.....	24
5.2.3 Confidentialité et secret des affaires.....	24
5.2.4 Mesures de sécurité.....	25
5.2.5 Responsabilité du titulaire.....	25
5.2.6 Mesures d'interopérabilité.....	25
5.3 Considérations sociales.....	25
5.3.1 Détail de la clause sociale par lot :.....	26
5.3.2 Les publics éligibles :.....	26
5.3.3 Les modalités de mise en œuvre :.....	27
5.3.4 Le suivi du dispositif.....	28
5.3.5 Le contrôle et l'évaluation de la clause d'insertion sociale.....	28
5.3.6 Clauses contractuelles en matière de protection des données à caractère personnel :.....	29
5.4 Considérations environnementales.....	29
5.5 Traitement de données à caractère personnel.....	30
5.5.1 Cas de l'acheteur.....	30
5.5.2 Cas des bénéficiaires de l'AC.....	35
5.6 Régime des droits de propriété intellectuelle.....	36
5.6.1 Principe.....	36
5.6.2 Droits du titulaire.....	36
5.6.3 Précisions sur les droits de propriété intellectuelle.....	37
5.7 Pénalités.....	37
5.7.1 Pénalités de retard.....	38
5.7.2 Pénalités pour non conformité des prestations proposées.....	38
5.7.3 Pénalités pour non exécution de la prestation.....	38
5.7.4 Pénalités pour non remise des documents.....	38
5.7.5 Pénalités liées aux considérations environnementales.....	38
5.7.6 Pénalités liées aux considérations sociales.....	38
5.8 Perte d'exclusivité.....	39

5.9 Résiliation de l'accord-cadre et annulation du bon de commande.....	39
5.9.1 Résiliation de l'accord-cadre.....	39
5.9.2 Annulation des bons de commande.....	40
5.10 Exécution aux frais et risques du titulaire.....	40
5.11 Sous-traitance.....	41
5.12 Assurances.....	41
5.13 Notification des informations.....	42
5.13.1 Représentation de l'acheteur.....	42
5.13.2 Représentation du titulaire.....	42
5.13.3 Échanges dématérialisés.....	42
5.14 Dispositions applicables en cas de menace sanitaire grave appelant des mesures d'urgence.....	42
5.14.1 Suspension de l'exécution des prestations à la demande du titulaire :.....	43
5.14.2 Suspension à l'initiative de l'acheteur.....	43
5.14.3 Prolongation du délai d'exécution des prestations.....	44
5.14.4 Résiliation en cas d'impossibilité d'exécuter la prestation et indemnisation associée.....	44
5.14.5 Indemnisation.....	44
5.14.6 Modalités de communications en cas de crise sanitaire.....	45
Article 6 - PILOTAGE.....	45
6.1 Réunion de démarrage :.....	45
6.2 Réunion d'avancement et suivi de l'avancement de projet :.....	45
6.3 Revue de contrat :.....	46
6.4 Bilan d'activité :.....	46
6.5 Suivi financier du montant maximum de l'accord-cadre à bons de commande.....	47
Article 7 - LANGUE.....	47
Article 8 - LITIGES ET CONTENTIEUX.....	47
Article 9 - DÉROGATIONS.....	48

Il est complété des annexes suivantes :

Annexe 1	Conditions d'accès dans les services appartenant aux ministères de l'Intérieur dont bâtiments de la Gendarmerie, des Douanes, des services judiciaires et de l'administration pénitentiaire
Annexe 2	Dématérialisation de la facturation
Annexe 3	Liste des établissements publics de l'État intégrant la convention constitutive du groupement

Article 1 - DÉFINITION

Le présent document est commun à l'ensemble des lots.

1.1 Les parties

Le pouvoir Adjudicateur est la Préfète de région Auvergne-Rhône-Alpes.

Le représentant du pouvoir adjudicateur, chargé de coordonner les besoins pour la passation de l'accord-cadre régional pour le compte des services de l'État de la région Auvergne-Rhône-Alpes (services déconcentrés, services à compétence nationale, services délocalisés d'administration centrale), hors ministère des Armées ; et de certains établissements publics de l'État dans la région Auvergne-Rhône-Alpes mentionnés à l'annexe 3 du CCAP est la secrétaire générale adjointe pour les affaires régionales (SGAR) Auvergne-Rhône-Alpes, assisté de la Plate-forme régionale des Achats (PFRA) du SGAR.

En application des articles L2113-1, L2113-6, L2113-7 du Code de la commande publique, il est chargé de signer et de notifier l'accord-cadre pour le compte des services de l'État dans la région Auvergne-Rhône-Alpes (services déconcentrés, services à compétence nationale, services délocalisés d'administration centrale) hors ministère des Armées et des établissements publics de l'État de la région Auvergne-Rhône-Alpes mentionnés à l'annexe 3 du CCAP.

La plate-forme régionale des Achats de l'État (PFRA), désignée ci-après « l'acheteur », est le service du SGAR, qui par délégation, coordonne les besoins pour le compte des services et des établissements publics de l'État en Auvergne-Rhône-Alpes. La PFRA est habilitée à recevoir les documents devant être adressés à la personne publique, et à fournir toutes informations administratives et techniques utiles à la mise en place de l'accord-cadre.

Les services et établissements publics de l'État membres du groupement, dits « services bénéficiaires », sont chargés de l'exécution de l'accord-cadre. Le service bénéficiaire est l'interlocuteur du titulaire, désigné par les services et établissements publics de l'État pour la gestion des bons de commande issues du présent accord-cadre

Le service ordonnateur est une personne habilitée, au sein d'un service disposant d'un budget propre, à transmettre un bon de commande ou conclure un marché subséquent en application du présent accord-cadre et à en diriger et contrôler l'exécution.

Le titulaire est l'opérateur économique qui conclut l'accord-cadre régional avec la préfète de la région Auvergne-Rhône-Alpes, et les bons de commande qui en découlent, avec les services bénéficiaires.

Le représentant du titulaire est la personne habilitée à le représenter pour toute question relative à l'exécution des prestations issues de l'accord-cadre, des bons de commande.

1.2 Les autres définitions

L'accord-cadre mono-attributaire est un contrat conclu entre le pouvoir adjudicateur et un opérateur économique unique, ayant pour objet d'établir les termes régissant les bons de commande à passer au cours d'une période donnée selon les modalités prévues dans le présent accord-cadre. Ce contrat pose les bases essentielles de la passation des bons de commande ultérieurs à passer au cours d'une période donnée, pris sur son fondement et accorde en conséquence une exclusivité des commandes au titulaire.

L'accord-cadre multi-attributaires est un contrat conclu entre le pouvoir adjudicateur et plusieurs opérateurs économiques, ayant pour objet d'établir les termes régissant les bons de commande à passer au cours d'une période donnée par une remise en consultation subséquente selon les modalités prévues dans le présent accord-cadre.

Prix plafond : pour les prestations faisant l'objet de l'annexe financière du présent accord-cadre, il s'agit du prix maximum sur lequel le titulaire s'engage. Lors de la passation des bons de commande, le prix proposé pour une prestation présente dans l'annexe financière est uniquement égal ou inférieur au prix plafond.

L'obligation de résultat est l'obligation par laquelle le titulaire est tenu à un résultat précis, déterminé à l'avance. Le présent accord-cadre est à obligation de résultat.

CCP : code de la commande publique.

Article 2 - CARACTÉRISTIQUES PRINCIPALES DE L'ACCORD-CADRE

2.1 Objet de l'accord-cadre

Le présent accord-cadre a pour objet **la fourniture de services de communication classique et accessible pour les services de l'Etat** (hors ministère des Armées) et de certains de ses établissements publics en région Auvergne-Rhône-Alpes. Les prestations de communication accessible s'entendent comme la réalisation de prestations de mise en accessibilité de supports de communication au profit de personnes en situation de handicap ou éprouvant des difficultés avec la langue française. A cet effet et conformément aux adaptations de mise en accessibilité inscrites dans la charte d'accessibilité de la communication de l'État, les messages et communications écrites principales doivent faire l'objet d'une adaptation accessible.

L'ensemble des services de l'État de la région Auvergne-Rhône-Alpes, hors ministère des armées est susceptible de lancer une consultation subséquente ou de signer un bon de commande.

L'accord-cadre porte sur des prestations de Services. Il est fait application du CCAG-FCS du 30 mars 2021.

Code(s) CPV de la consultation : Valeur principale : 79822500 - Services de conception graphique.

2.2 Procédure de passation

L'accord-cadre est passé selon la procédure d'appel d'offres ouvert passé en application des articles L2121-1, L2124-2 1°, R2124-1, R2161-1 à R2161-5, du code de la commande publique.

2.3 Allotissement

L'accord-cadre est composé de 10 lots allotis de la manière suivante :

N°	Intitulés lots	Nombre de titulaires retenus
1	Conseil créatif et conception graphique	Multi attributaires : 3
2	Impression de documents en petits volumes (< à 1000 exemplaires)	Mono attributaire : 1
3	Réalisation de supports audiovisuels comprenant une dimension journalistique	Multi attributaires : 3
4	Fourniture de matériels de stand pour l'activité événementielle et de supports publicitaires zone Alpes (38,73,74)	Mono-attributaire : 1
5	Fourniture de matériels de stand pour l'activité événementielle et de supports publicitaires zone Auvergne (03,15,43,63)	Mono-attributaire : 1
6	Fourniture de matériels de stand pour l'activité événementielle et de supports publicitaires zone Rhône (01,07,26,42,69)	Mono-attributaire : 1
7	Mise en accessibilité des supports de communication en FALC et PDF accessibles	Mono-attributaire : 1
8	Interprétation en LSF	Mono-attributaire : 1
9	Transcriptions via vélotypie / audio-description / sous-titrage	Mono-attributaire : 1
10	Prestation de communication innovante : langage clair et sa mesure	Mono-attributaire : 1

Le présent document est commun à l'ensemble des lots.

2.4 Forme et étendue de l'accord-cadre

Pour les lots :

- 1-Conseil créatif et conception graphique,
- 3-Réalisation de supports audiovisuels comprenant une dimension journalistique

l'accord-cadre est multi-attributaires et donne lieu à l'émission d'une consultation subséquente voir détails au 3.1

Pour les lots :

- 2-Impression de documents en petits volumes,
- 4 à 6- Fourniture de supports publicitaire et de matériels de stand pour l'activité événementielle
- 7- Mise en accessibilité des supports de communication en FALC et PDF accessibles
- 8- Interprétation en LSF
- 9- Transcriptions via vélotypie / audio-description / sous-titrage
- 10- Prestation de communication innovante : le langage clair et sa mesure

l'accord-cadre est mono-attributaires et donne lieu à l'émission de bons de commande exécutés directement à la survenance du besoin voir détails au 3.2

L'accord-cadre est conclu sans minimum et comporte les maximums en valeur par lot (reconduction

incluses) suivants :

N°	Intitulés lots	Nombre de titulaires retenus
1	Conseil créatif et conception graphique	450 000 €
2	Impression de documents en petits volumes (< à 1000 exemplaires)	600 000,00 €
3	Réalisation de supports audiovisuels comprenant une dimension journalistique	2 250 000,00 €
4	Fourniture de supports publicitaire et de matériels de stand pour l'activité événementielle zone Alpes (38,73,74)	250 000,00 €
5	Fourniture de supports publicitaire et de matériels de stand pour l'activité événementielle zone Auvergne (03,15,43,63)	250 000, 00€
6	Fourniture de supports publicitaire et de matériels de stand pour l'activité événementielle zone Rhône (01,07,26,42,69)	1 000 000,00 €
7	Mise en accessibilité des supports de communication en FALC et PDF accessibles	360 000,00 €
8	Interprétation en LSF	180 000,00 €
9	Transcriptions via vélotypie / audio-description / sous-titrage	360 000,00 €
10	Prestation de communication innovante : langage clair et sa mesure	300 000,00 €

Chaque service bénéficiaire est tenu de réserver l'exécution des bons de commande au titulaire de l'accord-cadre, pour toutes les prestations faisant partie de l'objet de l'accord-cadre et décrites dans le CCTP.

Le présent accord-cadre, ou le cas échéant le lot concerné, cessera automatiquement de produire ses effets lorsque ce montant maximum aura été atteint, quelle que soit la durée prévue initialement par l'acheteur.

2.5 Durée de l'accord-cadre

2.5.1 Cadre général

La durée de l'accord-cadre court à compter du 1er jour du mois qui suit la date de notification et au plus tôt le 1er avril 2025.

Cette durée correspond à la période pendant laquelle les services bénéficiaires peuvent notifier des bons de commande au titulaire. Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre, mais leur exécution peut se prolonger 6 mois après la fin de l'accord-cadre.

2.5.2 Reconduction de l'accord-cadre

Chaque lot est conclu pour une durée de un (1) an ferme, puis reconductible tacitement trois (3) fois pour un (1) an.

Le titulaire ne peut refuser la reconduction du présent accord-cadre.

Dans le cas d'une non-reconduction, le représentant du pouvoir adjudicateur notifie sa décision au titulaire par l'envoi d'un courrier conférant une date certaine de réception, au plus tard deux mois avant la fin de la période initiale.

La durée de l'accord cadre (période ferme et reconductions tacites) correspond à la période pendant laquelle les services bénéficiaires peuvent notifier des marchés subséquents et des bons de commande au titulaire. Les marchés subséquents exécutés directement et les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre, mais leur exécution peut se prolonger 6 mois après la fin de l'accord-cadre.

Dans l'hypothèse où l'accord-cadre ne serait pas reconduit, les bons de commande conclus continuent à s'exécuter jusqu'à leur terme (admission de la dernière prestation).

2.6 Lieu d'exécution

Les prestations s'exécutent en **région Auvergne-Rhône-Alpes**.

Cependant, des livraisons peuvent avoir lieu, à la marge, sur des départements autres du fait de la zone de compétences de certains services de l'État :

Pour la Direction interdépartementale des routes Centre-Est : il s'agit de la Côte d'Or, de l'Yonne, du Jura, de la Nièvre et de la Saône et Loire.

Pour la Direction interdépartementale des routes Massif-Central : il s'agit de l'Aveyron, de l'Hérault et de la Lozère.

2.7 Documents contractuels

Les pièces constitutives de l'accord-cadre sont, par ordre de priorité décroissante et par dérogation à l'article 4.1 du CCAG :

- L'acte d'engagement et ses annexes financières :
 - bordereau des prix correspondant à chacun des 10 lots
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP), et ses 3 annexes :
 - Annexe 1 - Conditions d'accès dans les services du Ministère de l'intérieur (Police, Gendarmerie), de la Direction générale des douanes et des droits indirects, et du Ministère de la justice (administration pénitentiaire – justice judiciaire et protection de la jeunesse) ;
 - Annexe 2 - Procédure de dématérialisation de la facturation ;
 - Annexe 3 - Liste des établissements publics ayant adhéré à l'accord-cadre.
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ;
- La charte d'accessibilité de la communication de l'Etat ;
- L'ensemble des précisions et réponses publiées sur PLACE au cours de la consultation, le cas échéant ;
- La mise au point, le cas échéant ;
- Les bons de commande passés sur la base de l'accord-cadre ;
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services du 30 mars 2021 ;
- Le mémoire technique du titulaire pour chaque lot auquel il répondra, dont l'exemplaire conservé dans les archives de l'administration fait seul foi ;
- Le mémoire environnemental du titulaire pour chaque lot auquel il répondra dont l'exemplaire conservé dans les archives de l'administration fait seul foi ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs décisions modificatives postérieures à la notification de l'accord-cadre, dont l'exemplaire conservé dans les archives de l'administration fait seul foi ;

2.8 Marchés de prestations similaires

Il est possible de recourir à cette procédure pour la réalisation de prestations similaires.

Lorsqu'un tel marché est passé par un pouvoir adjudicateur, la durée pendant laquelle les nouveaux marchés peuvent être conclus ne peut dépasser trois ans à compter de la notification du marché initial.

2.9 Modification de l'accord-cadre

Le titulaire est **tenu de notifier sans délai à l'acheteur les modifications survenant en cours d'exécution** et notamment celles qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social ;
- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

De façon générale, toutes les modifications importantes de fonctionnement concernant le titulaire et pouvant influencer sur le déroulement du marché doivent être notifiées à l'acheteur.

En cas de manquement, l'acheteur ne saurait être tenu pour responsable des conséquences pouvant en découler, et notamment des retards de paiement.

Le titulaire met à disposition tous les six mois, à partir de la notification, jusqu'à la fin de l'exécution, les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 ou D.8254-2 à D.8254-5 du code du travail.

Ces documents sont transmis par le titulaire sur la plate-forme en ligne, mise à disposition gratuitement, à l'adresse suivante : <http://www.e-attestations.com>.

Si le titulaire, et/ou le cas échéant ses sous-traitants, recourent à des salariés détachés, ils doivent produire avant le début de chaque détachement d'un ou de plusieurs salariés les documents suivants :

- a) L'accusé de réception de la déclaration de détachement effectuée sur le télé-service " SIPSI " du ministère chargé du travail, conformément aux articles R. 1263-5 et R. 1263-7 du code du travail ;
- b) Une attestation sur l'honneur certifiant que le cocontractant s'est, le cas échéant, acquitté du paiement des sommes dues au titre des amendes prévues aux articles L. 1263-6, L. 1264-1, L. 1264-2 et L. 8115-1 du code du travail. Cette attestation comporte les nom, prénom, raison sociale du cocontractant et la signature de son représentant légal.

Dans les conditions fixées à l'article L.2196-4 et suivants du CCP, le titulaire fournit, si l'acheteur en fait la demande, les renseignements sur les éléments techniques et comptables du coût de revient des prestations qui font l'objet du présent marché public (notamment bilans, comptes de résultat ainsi que leur comptabilité analytique et tout document de nature à permettre l'établissement des coûts de revient).

Toutes les modifications qui pourraient être apportées, par avenant, aux clauses du présent document s'appliquent aux bons de commande en cours.

Par dérogation à l'article 23 du CCAG de référence, le recours aux ordres de services pour fixer les montants de prestations supplémentaires ou modificatives non-prévus initialement est interdit.

2.10 Clauses de réexamen

En application des articles R2194-1 et R2194-6 2 du CCP, le présent accord-cadre peut être modifié quel que soit le montant de la modification, dans les cas suivants :

- **Cession du contrat au profit d'un nouveau titulaire** dans la cas d'une restructuration de l'entreprise

titulaire à condition que cette modification n'entraîne aucune modification substantielle du présent accord-cadre et que l'opérateur économique présenté remplisse les critères de sélection initiale.

- **En cas d'évènement extérieur aux parties**, imprévisible et bouleversant temporairement l'équilibre du contrat (crise sanitaire par exemple), une modification de l'accord-cadre pourra être envisagée afin d'y remédier. Ces modifications ne sauraient changer la nature globale du contrat et devront être justifiées par un lien de causalité entre les conséquences de l'évènement rencontré et le besoin de modifier le contrat, ainsi que le caractère strictement nécessaire des modifications apportées au contrat.

2.11 Clauses prestations supplémentaires éventuelles (PSE) et de variantes

Ces clauses sont précisées dans le Règlement de Consultation.

Les clauses de prestations supplémentaires éventuelles sont facultatives et limitées aux lots 7 et 10. Elles ne sont pas prises en compte lors de l'analyse des offres et ne sont pas choisies automatiquement même si elle fait partie de là ou des offres sélectionnées.

Une variante est autorisée uniquement pour le lot 7 et la prestation de vélotypie. La variante fait l'objet d'une notation au moyen des mêmes critères d'attribution que l'offre de base et remplace la prestation de base.

Les autres variantes et PSE en dehors de ces lots ne sont pas autorisées.

Article 3 - MODALITÉS DE COLLABORATION ET D'EXÉCUTION DE L'ACCORD-CADRE

Pour les lots 1-Conseil créatif et conception graphique et 3-Réalisation de supports audio-visuels comprenant une dimension journalistique, l'accord-cadre exécuté **est multi-attributaires (3 titulaires maximum par lot), chacun donnant lieu à la conclusion de marchés subséquents. Ces derniers prennent la forme de bons de commande émis sur la base des offres retenues à l'issue des remises en concurrence.**

Pour les autres lots : 2- Impression de documents en petits volumes (< à 1000 exemplaires)

4-Fournitures de matériels de stand pour l'activité événementielle et de supports publicitaires,

5-Mise en accessibilité des supports de communication en FALC et PDF accessibles,

6- Interprétation en LSF,

7- Transcriptions via vélotypie / audio-description / sous-titrage ,

8- Prestation de communication innovante : le langage clair et sa mesure,

l'accord-cadre donne lieu à **l'émission de bons de commande exécutés directement à la survenance du besoin**

Les bons de commande et devis sont établis sur la base des prix fixés dans l'accord-cadre conformément aux articles R2162-2 2° et R2162-13 à 14 du CCP. Par ailleurs, l'acceptation du devis et des délais par l'administration qui émet un bon de commande reprecise le délai de livraison.

Les titulaires s'engagent à répondre à toute demande de devis.

Compte tenu des validations internes de l'administration, chaque projet peut faire l'objet d'allers-retours entre le Titulaire et l'administration :

- À la suite de la livraison initiale et aux retours de l'administration, le Titulaire sera amené à retravailler et à représenter les travaux jusqu'à validation finale par l'administration. En cas de non-conformité avec la demande initiale, ces modifications seront effectuées sans frais supplémentaire pour l'administration, dans la stricte mesure du respect du brief initial, mais avec pénalité pour le Titulaire, si les retours ont engendré des retards de diffusion par rapport au planning établi. Afin d'éviter les pénalités de retard, le Titulaire devra notamment s'assurer que les sous-titres sont correctement orthographiés.

- L'administration est seule juge de ce point de non-conformité et d'inadéquation à la commande initiale,

Ainsi, le nombre d'aller-retours n'est pas limité et donc les retours non facturés. Aller-retours inclus.

3.1 Modalité de passation des consultations subséquentes pour les lots 1 conseil créatif et conception graphique et 3 réalisations de supports audio-visuels comprenant une dimension journalistique

3.1.1 Forme de la consultation subséquente (lots 1 et 3)

La consultation subséquente est déclenchée par les services bénéficiaires.

Elle est conclue sous la forme d'un bon de commande à la survenance du besoin.

Le service bénéficiaire adresse une demande de devis à tous les titulaires du lot en question et y joint une lettre qui constitue le règlement particulier de la consultation dite « lettre de consultation ».

Elle comporte les éléments suivants :

- **Le contenu du ou des besoins / le brief**

NB : Ces besoins peuvent prendre la forme, si nécessaire, d'un document supplémentaire, dit cahier des charges techniques.

- Le **délai** et la période de **réalisation** des prestations ;
- Les **coordonnées du contact** qui gère la procédure ;
- Les **critères de choix** qui seront utilisés pour noter et, in fine, procéder à la sélection du candidat ;
- Les **modalités de remise** des offres ;
- Le **délai de réponse** dont disposent les titulaires référencés du lot pour envoyer leur réponse.

En cas de prestation urgente comprenant l'impression (lot 1 UO URG) le délai de réponse est porté à 24h maximum à compter de la demande du service.

Pour le lot 3, sera indiqué a minima : les dates et lieux de tournages, la durée approximative du montage finalisé, la date de livraison souhaitée, les formats attendus, le besoin de sous-titres en langues étrangères et la calibrer, le délai de réponse des Titulaires ;

L'envoi de la lettre consultation est faite par tout moyen permettant d'en accuser date certaine de réception.

Les titulaires répondront à cette consultation subséquente par l'envoi d'une note technique démontrant leur capacité à répondre au projet achat et d'un devis qui comprendra :

- les prix unitaires du bordereau de prix,
- les taux horaires le cas échéant,
- la date du devis,
- la désignation et l'adresse du service destinataire des prestations,
- le numéro de l'accord-cadre,
- la désignation et la quantité des prestations commandées (contenu détaillé, surface objet de la prestation et typologie de prestation à effectuer),
- le prix correspondant hors taxes (HT) et toutes taxes comprises (TTC),
- le montant total du devis,
- les lieux d'exécution des prestations,
- le coefficient multiplicateur pour prestations en hauteur applicable sur le prix de location d'un équipement de levage le cas échéant.

Le devis transmis par le titulaire doit être signé par une personne habilitée à l'engager.

La réponse des titulaires à cette consultation subséquente est transmise dans les délais et selon la même voie que l'invitation à concourir.

L'offre économiquement la plus avantageuse est sélectionnée au regard des critères détaillés dans le point 3.1.3

Au terme de la phase de sélection, le service bénéficiaire valide le devis du titulaire retenu en émettant un bon de commande tel que prévu dans l'article 3.4 du présent CCAP.

Le prestataire a 48H pour confirmer la bonne prise en compte de la commande et débiter l'exécution.

3.1.2 Durée des bons de commandes issus d'une consultation subséquente (lots 1 et 3)

Les lettres de consultation sont transmises tout au long de la durée de validité de l'accord-cadre. La transmission des bons de commande en découlant ne peut se faire que pendant la durée de validité de ce dernier. Ils prennent fin à l'admission de la dernière prestation objet des bons de commande. L'exécution des bons de commande peut se prolonger au-delà de la fin de validité de l'accord-cadre.

La dénonciation ou la résiliation de l'accord cadre ne remet pas en cause la validité du bon de commande émis avant la date d'effet de la décision de résiliation ou de dénonciation. Le titulaire du bon de commande est tenu de respecter son engagement contractuel jusqu'à l'admission des prestations.

L'exécution ou l'envoi d'un bon de commande issue d'une consultation subséquente ne pourra pas se prolonger au-delà de 6 mois après la date de fin de validité de l'accord-cadre.

3.1.3 Procédure de remise en consultation subséquente (lots 1 et 3)

La passation, la notification et le suivi de l'exécution des consultations subséquentes et de leurs bons de commande relèvent de chaque bénéficiaire au fur et à mesure de la survenance des besoins.

Lors de la survenance de ses besoins, le service bénéficiaire adresse simultanément à l'ensemble des titulaires du lot concerné une invitation à remettre une offre. Cette invitation est transmise par voie dématérialisée.

A cette invitation est jointe la lettre de consultation. Les éléments de cette lettre ont été précisés dans le point 3.1.1. Durant cette période, le service commanditaire peut demander au titulaire de l'accord-cadre de compléter son offre.

Le titulaire peut poser des questions si nécessaire concernant cette consultation. Les réponses à ces questions sont communiquées par le service à l'ensemble des titulaires.

Les titulaires remettent une offre conforme aux éléments de l'accord cadre. Si, au terme d'une remise en concurrence, un service bénéficiaire ne réceptionne qu'une offre au moins, celui-ci est en droit de relancer sa consultation.

Les critères d'évaluation des offres reçues sont les suivants :

- La valeur technique, pour une pondération comprise entre 50 et 70 %. Les critères qui constituent la valeur technique est à la libre appréciation du service bénéficiaire au moment de son projet achat et en fonction de la prestation demandée. Ils peuvent porter par exemple sur la qualité des produits ainsi que l'organisation mise en œuvre pour satisfaire les délais de commande ou la démarche développement durable.
- Le prix, pour une pondération comprise entre 30 et 50 %

Les offres sont appréciées sur la base de la formule $N = 10x (M/Mc)$, pour laquelle N est la note de l'offre considérée, M est le montant de l'offre financière la moins disante, et Mc le montant de l'offre financière considérée.

L'addition de ces deux critères doit aboutir à un total de 100 %.

Pour les deux lots, il est à noter que :

- Le **délai d'exécution des prestations ne constitue pas un critère** de sélection mais un impératif d'exécution fixé par la lettre d'invitation ;
- La remise en concurrence peut prévoir la **remise d'échantillons/maquettes** (non indemnisables mais restituables au terme de la procédure).

- La consultation subséquente sélectionnée est notifiée au titulaire qui présente l'offre économiquement la plus avantageuse au regard des critères prédéfinis ;
- Les prix proposés par les titulaires, à prestation égale, sont obligatoirement inférieurs ou égaux à ceux indiqués par le titulaire dans son offre financière au niveau de l'accord-cadre (voir BPU).

3.2 Modalités de passation des bons de commande pour les autres lots :

(2-Impression de documents en petits volumes, 4 à 6 fourniture de supports publicitaires et de matériels de stand pour l'activité évenementielle, 7-Mise en accessibilité de supports de communication en FALC et PDF accessibles, 8- Interprétation en LSF, 9- Transcription via vélotypie / audio description / sous-titrage et 10- prestation de communication innovante : le langage clair et sa mesure)

Les bons de commande **sont notifiés par tout moyen permettant d'en accuser date certaine de réception.**

Notamment, en cas de commandes transmises par messagerie, le titulaire doit systématiquement envoyer par retour de mail un **accusé de réception de la commande.**

Les bons de commande sont émis après réception d'un devis transmis par le titulaire.

Méthodologie de travail :

Étape 1 :Un premier échange téléphonique et/ou par courrier électronique entre l'administration et le Titulaire pour préciser l'objet de la demande selon un brief qui indiquera a minima les dates et lieux de la livraison ou de la prestation, les formats attendus, ainsi que le délai de réponse du Titulaire ;

Étape 2 : La présentation de la réponse du Titulaire ainsi que le devis afférent et la date/le délai de livraison prévu par le Titulaire pour les prestations initiales, les validations/corrections et la livraison finale ;

Étape 3 : L'acceptation du devis et des délais par l'administration qui émet un bon de commande précisant le délai de livraison ;

Étape 4 : Le Titulaire livre les prestations dans le délai maximum prévu au bordereau de prix unitaires pour le lot 2.

3.2.1 Établissement des devis pour les autres lots :

a) Modalité de demande de devis :

Le devis est établi suite à la demande formalisée du service bénéficiaire qui en précise les conditions de délai (délai de remise du devis / de démarrage / d'exécution) et de réalisation.

b) Contenu du devis :

Le devis proposé doit faire mention :

- des prix unitaires du bordereau de prix,
- des taux horaires le cas échéant,
- de la date du devis,
- de la désignation et l'adresse du service destinataire des prestations,
- du numéro de l'accord-cadre,
- du numéro d'EJ du lot ;
- de la désignation et la quantité des prestations commandées (contenu détaillé, surface objet de la
- prestation et typologie de prestation à effectuer),
- du délai d'exécution des prestations,
- de la date de début d'exécution des prestations,
- de la date de fin d'exécution des prestations,
- du niveau d'urgence tel que défini à
- du délai d'exécution des bons de commande,

- du niveau d'urgence du devis tel que défini à ,
- du prix correspondant hors taxes (HT) et toutes taxes comprises (TTC),
- du montant total du devis,
- des lieux d'exécution des prestations,
- du coefficient multiplicateur pour prestations en hauteur applicable sur le prix de location d'un équipement de levage le cas échéant.
- de la charte graphique à appliquer.

c) Délai de remise de devis pour les autres lots :

Le délai de remise de devis **est indiqué dans la demande de devis**. En cas d'omission de ce délai de remise du devis, le délai par défaut est de 15 jours ouvrés à compter de la demande formalisée par le service bénéficiaire, par tout moyen permettant d'en accuser une date certaine de réception. Sauf, pour le lot 2 où le délai est précisé en face de chaque prestation dans le BPU.

Pour les lots 2 et 4 à 6 : Il sera porté à 24H en cas d'urgence dûment notifiée et signalée au titulaire par tout moyen permettant d'en accuser une date certaine de réception. Il sera alors fait application du coefficient d'urgence prévu au BPU.

Il **commence à courir à compter de la date de réception par le titulaire** de la demande formalisée par le service bénéficiaire. Ces délais sont des délais maximums. Leur non-respect pourra entraîner une perte d'exclusivité conformément à 5.8 .

3.2.2 Conclusion des bons de commande pour les autres lots :

Les bons de commande sont passés à la survenance du besoin sur la base des prix fixés dans l'accord-cadre conformément aux articles R2162-2 alinéa 2 et R2162-13 à 14 du CCP et selon les modalités définies à l'article 3.4 du présent CCAP.

La passation de bon de commande exécuté directement sur la base de l'accord cadre prend fin à l'admission de la dernière prestation objet du bon de commande. Leur exécution peut se prolonger au-delà de la fin de validité de l'accord-cadre.

La dénonciation ou la résiliation de l'accord cadre ne remet pas en cause la validité du bon de commande émis avant la date d'effet de la décision de résiliation ou de dénonciation. Le titulaire du bon de commande est tenu de respecter son engagement contractuel jusqu'à l'admission des prestations.

3.3 Délai d'exécution du bon de commande

Les délais d'exécution sont mentionnés dans les bons de commande (et la lettre de consultation) après concertation entre le service bénéficiaire et le titulaire. A défaut d'indication, c'est un délai de 15 jours calendaires qui s'applique à compter de l'émission du bon de commande.

Durée d'exécution spécifique au lot 2-Impression de documents en petits volumes :

Les délais d'exécution précisés dans un bon de commande comprennent le processus d'impression suivant :

- la validation d'un bon à tirer (BAT) ou épreuve couleur par le service bénéficiaire : le titulaire adresse un fichier au service afin de vérifier la qualité du livrable attendu (notamment la couleur) ; Ce BAT ne donne pas lieu à indemnisation et son prix est compris dans la prestation.
- la fabrication,
- la finition,
- le façonnage, et le conditionnement,
- la livraison dans les locaux du service bénéficiaire ou vers plusieurs sites selon les tarifs du BPU.

Lorsque le titulaire n'est pas en mesure de respecter le délai mentionné : Il doit alors signaler au service bénéficiaire par mail, dès qu'il en a connaissance, les causes échappant à sa responsabilité, qui

l'empêchent de respecter le délai prévu. Le titulaire formule dans ce message une demande de prolongation du délai d'exécution en indiquant la prolongation souhaitée. Le délai supplémentaire convenu par les deux parties modifie alors le délai de réalisation initial.

Lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les notifier à l'acheteur dans un délai de quinze jours à compter de la date de réception du bon de commande, sous peine de forclusion.

Lorsque le titulaire/les titulaires est/sont mis dans l'impossibilité de respecter le délai contractuel, du fait de l'acheteur ou du fait d'un évènement ayant le caractère de force majeure, l'acheteur prolonge le délai d'exécution. Pour bénéficier de cette prolongation, le titulaire/les titulaires signale/signalent à l'acheteur les faits, dans les 15 jours de leur apparition, et avant l'expiration du délai contractuel.

Il(s) lui indique(nt) la durée de prolongation souhaitée. L'acheteur dispose de 15 jours pour lui notifier sa décision. La durée d'exécution de l'accord-cadre ou des bons de commande est prolongée dans les conditions prévues par le CCAG de référence.

Si le délai de démarrage fixé au bon de commande n'est pas respecté, il pourra être fait application de la clause de perte d'exclusivité conformément à l'article 5.8 ou des pénalités prévues à l'article 5.7.1 du présent CCAP.

3.4 Contenu des bons de commande

Les bons de commande sont composés de :

- la désignation et l'adresse du service destinataire des prestations,
- la désignation et l'adresse du service ordonnateur des prestations,
- l'adresse de facturation et le code du service exécutant en charge du traitement de la facture,
- la date du bon de commande,
- le numéro d'engagement juridique du bon de commande,
- la référence de l'accord-cadre,
- le numéro de l'engagement juridique du lot de l'accord-cadre concerné,
- la désignation et la quantité des prestations commandées (contenu détaillé, objet de la prestation et typologie de prestation à effectuer),
- le délai d'exécution de la prestation,
- la date de début d'exécution du bon de commande,
- la date de fin d'exécution du bon de commande,
- la référence au devis,
- le prix correspondant hors taxes (HT) et toutes taxes comprises (TTC),
- le montant total du bon de commande,
- les lieux d'exécution des prestations,
- la charte graphique à appliquer,
- le format des résultats.

Pour les bons de commande passés suite à une consultation subséquente (lots 1 et 3), il faut joindre en annexe du bon de commande la lettre de consultation qui précisera les échéances ainsi que les éléments techniques de la prestation.

3.5 Annulation totale ou partielle d'un bon de commande

Que ce soit sur les bons de commandes passés selon la procédure des points 3.1 ou 3.2 la **personne publique peut à tout moment l'annuler qu'ils aient ou non reçus un commencement d'exécution. Ils peuvent aussi être modifiés en retranchant ou en ajoutant des quantités.**

L'annulation d'une commande n'est assortie d'aucune indemnité pour le manque à gagner. Cependant,

l'administration doit rembourser les dépenses que le titulaire a éventuellement engagées en vue de l'exécution du bon de commande initial. Le titulaire appuie sa demande de remboursement en fournissant tous les justificatifs permettant de constater l'état d'avancement des prestations. L'indemnisation est strictement proportionnelle au pourcentage d'exécution des prestations annulées.

L'annulation d'un bon de commande est notifiée au titulaire soit par échanges dématérialisés ou supports électroniques, soit par tout autre moyen permettant de donner une date certaine de réception.

L'arrêt d'exécution d'un bon de commande ne vaut pas résiliation de l'accord-cadre

Les situations énoncées ci-dessous peuvent être considérées comme des fautes du titulaire pouvant entraîner l'annulation des bons de commande par les services bénéficiaires :

- non respect du délai de démarrage de la prestation,
- incohérence manifeste avec les prix moyens observés sur le marché économique ou de dépassement des coefficients ou des taux horaires arrêtés au présent accord-cadre,
- refus de transmission de la copie des devis ou factures du ou des loueurs d'équipements d'accès en hauteur,
- non application des prix issus de l'accord-cadre (BPU, tarif horaire, etc.),
- annulation par perte de compétence : En cas de non-renouvellement ou de perte d'une ou plusieurs attestations ou certifications de compétence ou d'inscription à l'ordre des géomètres experts, des certifications ou habilitation obligatoires portant sur les domaines concernés par le bon de commande, celui-ci sera annulé sans indemnité.

3.6 Obligation de réponse

Les titulaires ont ***l'obligation de répondre à chaque consultation subséquente, bon de commande et demande de devis***. Les titulaires qui ne souhaitent pas soumettre d'offre peuvent notifier leur refus par une décision motivée au service bénéficiaire, dans un délai maximum de 48h avant l'échéance de la remise des offres.

Le représentant du pouvoir adjudicateur de l'accord-cadre peut prononcer, sans préavis ni indemnité, la **résiliation individuelle de l'accord cadre pour défaut de réponse** aux consultations à l'égard de tout titulaire qui, à la date anniversaire de l'accord-cadre, n'aura pas répondu, **sans motif valable, au minimum à 75 %** des consultations subséquentes et demande de devis lancés durant l'année courante. Les services bénéficiaires devront faire un retour à la PFRA à chaque absence de réponse.

En cas de refus non-motivé ou dans le cas où cette information ne parviendrait pas dans le délai imparti, le titulaire de l'accord cadre sera considéré comme manquant à son obligation de réponse.

Si, au terme d'une remise en concurrence, un service bénéficiaire ne réceptionne qu'une offre, celui-ci est en droit de relancer sa consultation. En cas d'absence de réponse ou lorsqu'il n'a reçu que des réponses irrégulières, inacceptables ou inappropriées, l'acheteur se réserve le droit de conclure un marché public hors du présent accord-cadre.

3.7 Service fait présumé

Cet accord cadre, ne fait pas l'objet de l'application du service fait présumé.

Article 4 - RÉGIME FINANCIER

4.1 Établissement des prix de l'accord-cadre

L'accord-cadre **est conclu à prix définitifs plafonnés indiqués aux bordereaux des prix unitaires en annexe de l'AE** sur la durée totale du marché, toute reconduction comprise. Les prix des BPU sont révisables.

Les marchés subséquents et les bons de commande qui en découlent sont conclus sans minimum et avec maximum, pour tous les lots, en valeur, conformément aux dispositions de l'article R2162-4 du CCP.

Les prestations objet des bons de commande sont conclues à prix unitaires et établies :

- sur la base des prix unitaires du bordereau des prix de l'accord-cadre. Les titulaires ne peuvent proposer que des prix égaux ou inférieurs aux prix proposés pour l'accord-cadre, pour des prestations de même nature.

Ou, en l'absence des références demandées dans l'annexe financière :

- sur la base d'un prix nouveau déterminé par le titulaire lors de la remise en concurrence. Dans ce cas, le prestataire appliquera ses prix publics remisés d'un minimum de 3 %.

Si une prestation ne fait pas partie du BPU, le prestataire appliquera ses prix publics remisés d'un minimum de 3 %.

4.2 Contenu des prix

Les prix mentionnés sont réputés inclure toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations (y compris fournitures et élimination des déchets), incluant tous les frais généraux, impôts et taxes, et assurer au titulaire une marge pour risques et bénéfice.

Chaque prix comprend toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, notamment les droits de propriété intellectuelle.

Les prix sont établis hors TVA. Le taux de TVA applicable est celui en vigueur à la date d'établissement de la demande de paiement par le titulaire. Le taux de TVA étant fixé indépendamment de la volonté des parties, sa modification éventuelle en cours de marché n'a pas à être constatée par avenant.

4.3 Prix des bons de commande

Les prix des devis ou bons de commande sont inférieurs ou égaux aux prix plafonds de l'accord-cadre. Lors de consultations subséquentes, le prix figurant au devis ne peut être supérieur au prix de la facture finale sauf si la prestation est modifiée entre temps.

4.4 Révision des prix de l'accord-cadre

4.4.1 Tous les lots - Révision du BPU

L'ensemble des prescriptions relatives à la révision des prix s'applique à tous les éléments constitutifs des prix issus du présent accord-cadre et des bons de commande qui en découlent-

- Lorsque l'accord-cadre est notifié entre le 1er janvier et le 30 juin de l'année N : la première révision des prix interviendra au 1er janvier de l'année N+1, et les révisions suivantes interviendront également au 1er janvier en respectant une périodicité annuelle. Le mois de révision est le mois de décembre.

- Lorsque l'accord-cadre est notifié entre le 1er juillet et le 31 décembre de l'année N : alors la première

révision des prix interviendra au 1er juillet de l'année N+1, et les révisions suivantes interviendront également au 1er juillet en respectant une périodicité annuelle. Le mois de révision est le mois de juin.

Les prix ainsi déterminés restent fixes pour une durée de 1 an entre chaque révision.

La PFRA est à l'initiative de cette révision.

Le mois d'établissement des prix définis dans les annexes financières est le mois correspondant au mois de la date limite de remise des offres de l'accord-cadre. Ce mois est appelé mois « zéro ».

L'année du mois « zéro » est variable selon la période contractuelle concernée par la révision.

Pour la première révision des prix, l'année du mois « zéro » est l'année de remise des offres à l'accord-cadre.

Pour les révisions suivantes, l'année du mois « zéro » est l'année directement consécutive à l'année du mois « zéro » utilisée lors de la précédente révision.

La révision se fait par application de la formule suivante, selon laquelle :

$$P = P_{n-1} (ICHT-Nn / ICHT-Nn-1)$$

Dans laquelle :

P = prix révisé, à appliquer pour la période n

I - Pour la première révision de prix :

P_{n-1} = prix initial indiqué à l'acte d'engagement et ses annexes financières réputées établies sur la base des conditions économiques du mois « zéro ».

II - Pour les révisions suivantes :

P_{n-1} = prix révisé pour la période n-1

ICHT-Nn = valeur de l'indice "coût horaire du travail Services administratifs et soutien" publié et définitif au mois de la révision.

ICHT-Nn-1 = valeur de l'indice "coût horaire du travail Services administratifs et soutien" publié et définitif au mois zéro.

Dans le mois qui suit la dernière révision de prix transmise par la PFRA, les titulaires doivent transmettre à la plate-forme régionale des achats (achats@auvergne-rhone-alpes.gouv.fr) un nouveau bordereau comprenant leurs prix révisés en fonction de la formule indiquée ci-dessus.

Cas particuliers des lots 1 et 3 :

Dans la mesure où les prix fournis lors de chaque marché subséquent sont de nouveaux prix, ils ne sont pas révisables durant la durée du marché subséquent.

Règle d'arrondis

Le coefficient de révision et les calculs intermédiaires sont arrondis à la quatrième décimale comme suit :

- Si la cinquième décimale est inférieure à 5, la quatrième décimale est inchangée (arrondi par défaut) ;
- Si la cinquième décimale est supérieure ou égale à 5, la quatrième décimale est augmentée d'une unité (arrondi par excès).

Variation des taux de remise

Les prestations hors BPU bénéficient du tarif remisé de l'entreprise. Les taux de remise sont fermes pendant toute la durée d'exécution de l'accord-cadre.

4.4.2 Clause de sauvegarde

Dès lors que la révision des prix conduit à une augmentation supérieure à 3 %, l'accord-cadre pourra être **résilié**, par l'acheteur, sans indemnité pour la partie non exécutée des prestations.

4.5 La clause butoir

Si l'évolution des prix, issue de l'application de la clause de révision des prix pour la période considérée, est supérieure à 6%, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de limiter l'augmentation des prix à 6% pour la seule période considérée sans que cela n'ouvre droit à indemnisation du titulaire. En cas d'activation de la présente clause, le représentant du pouvoir adjudicateur en informera par courriel le titulaire qui ne peut en refuser l'application.

4.6 Avances

Le taux de l'avance est de 5% ou, le cas échéant, de 30 % pour les petites et moyennes entreprises. Ce taux est calculé selon les modalités de l'article R. 2191-6 et suivants du CCP. L'acheteur accorde une avance au titulaire d'un marché lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 euros hors taxes et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois (article R2191-3 du CCP).

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le taux et les conditions de versement de l'avance ne peuvent être modifiés en cours d'exécution du marché.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le remboursement de l'avance est effectué selon les modalités de l'article R.2191-11 et suivants du CCP.

Le titulaire du marché peut refuser de percevoir l'avance.

4.7 Règlements

Les paiements des prestations afférentes à ce marché sont à la charge de chaque service bénéficiaire. Les règlements sont effectués dans les conditions précisées à l'article 11 du CCAG/FCS.

4.8 Répartition des paiements

La périodicité des acomptes est libre.

La demande d'acompte et son versement s'effectuent dans le cadre des articles R.2191-21 et suivants du CCP et sur la base des prestations effectuées. Les demandes d'acomptes et le solde sont justifiés à partir du constat du service fait.

Le paiement des acomptes n'a pas de caractère définitif et ne peut excéder la valeur des prestations auxquelles il se rapporte.

4.9 Retenue de garantie et comptable assignataire

Le titulaire est dispensé de constituer une garantie à la première demande.

Les comptables assignataires compétents sont :

o les contrôleurs budgétaires et comptables ministériels (CBCM) rattachés aux ministères pour les dépenses relevant des ordonnateurs principaux,

o les comptables assignataires visés par les arrêtés suivants pour les dépenses relevant des ordonnateurs secondaires :

• arrêté du 23 décembre 2019 fixant l'assignation des dépenses et des recettes des ordonnateurs

secondaires des services civils de l'Etat ;

- arrêté du 21 décembre 2018 fixant l'assignation des dépenses et des recettes des ordonnateurs secondaires du ministère de la défense,

Ces arrêtés peuvent faire l'objet d'une mise à jour annuelle et sont publiés au Journal officiel de la République française JORF.

4.10 Délai de paiement

Le délai de paiement des sommes dues tant au titulaire qu'à ses sous-traitants est de trente (30) jours.

Ce délai ne **peut être suspendu qu'une seule fois** et par envoi au titulaire, huit jours avant l'expiration du délai d'une lettre recommandée avec demande d'avis de réception postal lui faisant connaître les raisons qui s'opposent au paiement, de son fait ou de celui du sous-traitant concerné et précisant les pièces à fournir ou à compléter. Cette lettre doit indiquer qu'elle a pour effet de suspendre le délai de paiement.

Le paiement est réputé effectué à la date de virement par le comptable public.

Conformément au décret n° 2008-408 du 28 avril 2008 modifiant le décret n° 2002-232 du 21 février 2002 relatif à la mise en œuvre du délai maximum de paiement dans les marchés publics, le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, augmenté du nombre de points en vigueur à la date de paiement.

Le point de départ du délai global de paiement des factures est la date de réception de la demande de paiement par l'administration ou la date d'exécution des prestations lorsqu'elle est postérieure à la date de réception de la demande de paiement. Ces dates sont constatées par l'administration. A défaut, c'est la date de demande de paiement augmentée de deux jours qui est retenue.

4.11 Intérêts moratoires

Les sommes dues sont payées conformément aux dispositions de l'article L.2192-10 du CCP.

Lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement **à l'expiration du délai de paiement, le titulaire a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts moratoires** et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 et suivants et R.2192-31 à R.2192-36 du CCP.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage. Ils courent à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse et sont calculés sur le montant total du paiement toutes taxes comprises, diminué des éventuelles retenue de garantie, clauses d'actualisation, de révision et des pénalités.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à **40 euros**.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq jours suivant la mise en paiement du principal.

4.12 Modalités de facturation

Les demandes de paiement sont adressées directement aux services facturiers dont les adresses figurent sur le bon de commande et non aux bénéficiaires. Les factures sont émises sur la base des prestations réellement exécutées. Le paiement est effectué sur facture émise par le titulaire et après attestation du service fait par le service bénéficiaire.

Le paiement est effectué par **virement** au compte du titulaire.

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire.

Les factures comprennent les mentions suivantes :

- la date d'émission de la facture,
- la désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ainsi que le code du service exécutant (ou le code d'identification du service en charge du paiement),
- le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- les coordonnées bancaires de l'émetteur,
- la référence et le numéro d'engagement juridique de l'accord-cadre,
- le numéro du bon de commande,
- le numéro du devis ou le devis faisant l'objet du bon de commande,
- la période d'exécution des prestations ou la date de livraison des fournitures
- la quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;
- le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du code général des impôts.

La transmission des factures s'effectue par voie dématérialisée.

Le titulaire a le choix entre plusieurs modes de transmission des factures :

1) Mode portail :

Utiliser le portail Chorus Pro accessible par internet en se connectant à l'URL <https://chorus-pro.gouv.fr> aux fins de soit :

- déposer ses factures sur le portail ;
- saisir directement ses factures ;

2) Mode service ou API (Application Programming Interface)

Chorus Pro offre l'ensemble de ses fonctionnalités sous forme de services intégrés dans un portail tiers. L'émetteur de facture s'identifie via les API, et accède à l'ensemble des services de Chorus Pro comme par exemple le dépôt ou saisie de factures, le suivi du traitement des factures, l'adjonction et téléchargement de pièces complémentaires, etc.

3) Mode EDI (Echange de données informatisées)

Envoyer ses factures par raccordement direct à la solution mutualisée ou à partir d'un système tiers par transfert de fichier.

Chorus Pro permet des échanges d'informations par flux issus des systèmes d'information des fournisseurs. L'émetteur de facture adresse ses flux soit directement à Chorus pro soit par l'intermédiaire d'un opérateur de dématérialisation

Préalables techniques et réglementaires : pour connaître les conditions techniques (guide utilisateurs du portail, kit de raccordement technique et spécifications du format normalisé d'échange) et réglementaires

dans lesquelles s'opère la dématérialisation des factures, le titulaire est invité à consulter le portail internet suivant : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/>

Pour tout renseignement complémentaire, le titulaire peut s'adresser à : <https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/nousContacter?execution=e2s1>

4.13 Paiement par carte d'achat

Ce mode de paiement est soumis à l'acceptation du titulaire lors de la passation du bon de commande. Le point de départ du délai de paiement court du moment où l'utilisation de la carte est acceptée par les parties concernées. Chaque utilisation s'accompagnera d'un relevé.

4.14 Service fait présumé

Sans objet.

4.15 Taux de TVA

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du code général des impôts.

4.16 Monnaie

L'unité monétaire qui s'applique est l'Euro.

Article 5 - CLAUSES ADMINISTRATIVES

5.1 Les exigences relatives aux prestations

Le titulaire est responsable de la conservation, de l'entretien et de l'emploi de tout matériel, objet ou approvisionnement qui lui est confié dès que ce matériel, objet ou approvisionnement est mis effectivement à sa disposition.

En cas de défaillance du mandataire du groupement, les membres du groupement sont tenus de lui désigner un remplaçant. A défaut, et à l'issue d'un délai de huit jours à compter de la notification de la mise en demeure par l'acheteur d'y procéder, le cocontractant exécutant la part financière la plus importante restant à réaliser à la date de cette modification devient le nouveau mandataire du groupement.

5.2 Obligations du titulaire

5.2.1 Obligation de conseil

Le titulaire a un **devoir de conseil (ou d'alerte)** s'il se rend compte, lors de ses interventions, de dérèglements, dysfonctionnements ou de dangers potentiels au titre de ses prestations.

Le titulaire est ainsi tenu à une obligation permanente de conseil et de mise en garde. Dans l'hypothèse où le titulaire ne respecte cette obligation, il ne saurait se prévaloir d'une incohérence dans l'accord-cadre pour s'exonérer de ses obligations contractuelles.

Ce devoir de conseil est formel et fondé sur la production d'un rapport qui décrit les risques et menaces et propose des actions pour les réduire.

Le titulaire et l'acheteur s'inscrivent dans le cadre d'une démarche d'amélioration continue des prestations de

l'accord-cadre.

5.2.2 Obligation d'information

Le titulaire est tenu de signaler à l'acheteur tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution de la prestation.

5.2.3 Confidentialité et secret des affaires

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les moyens appropriés afin de garder confidentiels les informations, les documents et les objets auxquels il aura eu accès lors de l'exécution de l'accord-cadre, sans qu'il soit besoin d'en expliciter systématiquement le caractère confidentiel. Ces informations, documents ou objets ne peuvent être, sans autorisation expresse de l'acheteur, divulgués, publiés, communiqués à des tiers ou être utilisés directement par le titulaire, hors de l'accord-cadre ou à l'issue de son exécution.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces obligations à l'ensemble de son personnel, le cas échéant à ses sous-traitants et fournisseurs.

L'acheteur peut demander, à tout moment, au titulaire, de lui retourner les éléments ou supports d'informations confidentielles qui lui auraient été fournis, sans en conserver aucune copie ou trace.

La violation de l'obligation de confidentialité par le titulaire pourra entraîner la résiliation de l'accord-cadre aux torts du titulaire.

Le titulaire ne peut divulguer les données et informations couvertes par le secret des affaires dont il aurait connaissance pendant la durée d'exécution de l'accord-cadre. Dans l'hypothèse où il aurait connaissance de telles informations, il s'engage à mettre en œuvre l'ensemble des moyens nécessaires afin de réduire les risques de divulgation, notamment au moyen d'engagements de confidentialité individuels, de cloisonnement organisationnel et de paramétrage des droits d'accès. En cas de violation de cette obligation, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire d'un montant de 100€ par document divulgué en méconnaissance du secret des affaires, ainsi que, en cas de manquement grave ou répété, la résiliation de l'accord-cadre à ses torts. Cette interdiction ne prend pas fin à l'issue de l'accord-cadre.

Le titulaire consent, en application de l'article L. 151-5 du code de commerce, à ce que tous les documents de son offre et ceux liés à l'exécution de l'accord-cadre puissent être divulgués par l'acheteur à un tiers, à la condition que cette divulgation s'avère nécessaire, notamment pour les besoins d'une mission de conseil ou d'assistance à maîtrise d'ouvrage, de contrôle des prestations réalisées ou en cas de passation d'un accord-cadre de substitution.

L'acheteur s'engage, le cas échéant, à obtenir de ce tiers toutes les assurances nécessaires quant à la mise en œuvre par ce dernier et ses éventuels sous-traitants de mesures effectives de protection des informations couvertes par le secret des affaires.

L'acheteur informe le titulaire par écrit 15 jours avant de divulguer de telles informations, en précisant le motif, la durée ainsi que les informations et documents concernés.

Tout au long de l'exécution de l'accord-cadre, le titulaire est tenu de déclarer sans délai à l'acheteur toute situation de nature à constituer un conflit d'intérêts.

Le titulaire est tenu, ainsi que l'ensemble de son personnel et, le cas échéant, de ses sous-traitants et fournisseurs, au **secret professionnel et à l'obligation de confidentialité** pour tout ce qui concerne les faits, informations, études, données, illustrations, dont il a ou aura eu connaissance au titre de l'exécution du marché.

Le non-respect de ces dispositions est considéré comme une faute de nature à conduire l'administration à résilier le marché aux torts du titulaire, aux frais et risques de ce dernier.

5.2.4 Mesures de sécurité

Toute personne relevant du titulaire est soumise à des mesures de sécurité qu'il s'agisse d'accès physiques à des locaux ou d'accès logiques à des informations.

5.2.5 Responsabilité du titulaire

Le titulaire est tenu de mettre en oeuvre, dans le cadre des missions qui lui sont confiées, tous les procédés et moyens lui permettant de réaliser les prestations conformément aux spécifications du cahier des charges. Pour les prestations qui lui incombent, le titulaire doit strictement respecter les délais, les coûts et les niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant le marché. Les prestations doivent être conformes aux prescriptions de l'ensemble des normes homologuées ou à toute norme européenne équivalente. Cette disposition vaut non seulement pour les normes en vigueur au jour de la passation de l'accord-cadre mais également pour toutes les nouvelles normes qui deviendraient effectives en cours d'exécution de l'accord-cadre.

Dans le cas où le titulaire s'est engagé sur l'intervention d'une personne physique nommément désignée et que celle-ci n'est plus en mesure d'accomplir cette tâche, il doit en informer sans délai l'acheteur. Dans les 30 jours suivants cette notification à l'acheteur, le titulaire doit communiquer à l'acheteur le nom et le curriculum vitae d'un remplaçant disposant de compétences au moins équivalentes. Le remplaçant est réputé accepté si l'acheteur ne le récusé pas dans un délai de 30 jours à compter de la réception de cette proposition du titulaire. Si, dans ce délai, l'acheteur récusé le remplaçant de manière motivée, le titulaire dispose d'un nouveau délai de trente jours pour proposer un autre remplaçant.

A défaut de proposition de remplaçant par le titulaire ou en cas de trois récusations successives motivées par l'acheteur, l'accord-cadre peut être résilié pour faute du titulaire.

5.2.6 Mesures d'interopérabilité

Le ou les Résultat(s) doivent communiquer et opérer avec les éléments du système informatique de l'acheteur et, le cas échéant, des tiers désignés; que, à cet effet, un lien logique et, le cas échéant, physique d'interconnexion et d'interaction est nécessaire dans le but de permettre le plein fonctionnement de tous les éléments du ou des Résultats avec d'autres logiciels et matériels ainsi qu'avec les utilisateurs, les éléments ainsi que les liens à prendre en compte sont décrits de façon détaillée dans le cahier des charges techniques .

5.3 Considérations sociales

Les dispositions sur la protection de la main d'œuvre et les conditions de travail, prévues à l'article 6 du CCAG-PI sont applicables.

Par ailleurs, afin de favoriser l'insertion professionnelle des publics en difficulté, il est fait application des dispositions de l'article L2112-2 du Code de la commande publique par le biais d'une clause d'insertion par l'activité économique. Le titulaire réalise une action d'insertion permettant l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales et / ou professionnelles.

5.3.1 Détail de la clause sociale par lot :

Cette clause est applicable pour les lots suivants :

N° lot	Intitulé du lot	Volume d'insertion à réaliser	Engagements insertion
1	Création, conception graphique	Sans objet	Un engagement insertion (Action qualitative) à réaliser lorsque le titulaire a obtenu plus de 50 000€ HT commandés et facturés dans le

			cadre de ce lot.
2	Impression de documents en petits volumes (< à 1000 exemplaires)	4 heures d'insertion par tranche de 10 000 € HT commandés et facturés par le titulaire.	Sans objet
3	Réalisation de supports audio-visuels comprenant une dimension journalistique	Sans objet	Un engagement insertion (Action qualitative) à réaliser lorsque le titulaire a obtenu plus de 50 000€ HT commandés et facturés dans le cadre de ce lot.

Cette clause est mise en œuvre et contrôlée.

En cas de sous-traitance, le titulaire fait respecter cette obligation par son (ou ses) sous-traitants dans le cadre de l'exécution du présent accord-cadre. Ces engagements figurent dans l'annexe 2 à l'acte d'engagement.

5.3.2 Les publics éligibles :

Les personnes visées par l'action d'insertion professionnelle relèvent notamment de l'une des catégories suivantes :

- les demandeurs d'emploi de longue durée (plus de 12 mois d'inscription au chômage) ;
- les allocataires du revenu de solidarité active (RSA) en recherche d'emploi ou leurs ayants droits ;
- les publics reconnus travailleurs handicapés au sens de l'article L.5212-13 du Code du travail, orientés en milieu ordinaire ;
- les bénéficiaires de minima sociaux : allocation supplémentaire d'invalidité, allocation temporaire d'attente (ATA), allocation spécifique de solidarité (ASS), allocation adulte handicapé (AAH), allocation de veuvage (AV) ; allocation transitoire de solidarité (ATS) ;
- les jeunes de moins de 26 ans de niveau infra 5 soit d'un niveau inférieur au CAP/BEP ;
- les jeunes de moins de 26 ans, diplômés ou non, sortis du système scolaire ou de l'enseignement supérieur depuis au moins 6 mois et s'engageant dans une démarche d'insertion et de recherche d'emploi ;
- les personnes prises en charge par les structures d'insertion par l'activité économique (SIAE) définies à l'article L-5132-4 du code du travail : entreprise d'insertion (EI), entreprise de travail temporaire d'insertion (ETTI), association intermédiaire (AI), atelier et chantier d'insertion (ACI) ;
- les personnes prises en charge dans des dispositifs particuliers, notamment les Établissements publics d'insertion de la Défense (EPIDE), les Écoles de la deuxième chance (E2C) ;
- les demandeurs d'emploi de plus de 50 ans inscrits à Pôle Emploi ;
- d'autres personnes rencontrant des difficultés particulières, sur avis motivé de Pôle Emploi, des maisons de l'emploi, des plans locaux pour l'insertion et l'emploi (PLIE), des Missions locales, de CAP Emploi ou des Maisons départementales des personnes handicapées (MDPH).

L'éligibilité des publics doit être établie préalablement à la mise en œuvre du dispositif auprès du facilitateur de la clause sociale.

5.3.3 Les modalités de mise en œuvre :

Les modalités de mise en œuvre des heures d'insertion :

L'action d'insertion professionnelle consistant à réaliser 4 heures d'insertion par tranche de 10 000 € HT commandés et facturés par le titulaire du lot 2, peut être mise en œuvre selon une ou plusieurs des modalités suivantes :

- Par la mise à disposition de salariés en insertion via le recours à une association intermédiaire (AI), ou à une entreprise de travail temporaire d'insertion (ETTI), ou à un groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification (GEIQ) ;
- Par une embauche directe par le titulaire de l'accord-cadre. Cette embauche peut se réaliser par tout contrat de travail : contrat à durée indéterminée (CDI), en contrat à durée déterminée (CDD) par l'entreprise

titulaire de l'accord-cadre, ou en contrat en alternance, contrats aidés. .

- Par le recours à la sous-traitance ou à la co-traitance avec une entreprise d'insertion (EI), avec un atelier chantier d'insertion (sous convention État), une entreprise adaptée (EA) ou par le recours à des établissements et services d'aides par le travail (ESAT).

Si la formation fait partie du contrat de travail (contrat de professionnalisation, contrat d'apprentissage, contrat d'insertion professionnelle...), les heures de formation sont comptabilisées au titre des heures d'insertion.

Dans un délai de 90 jours à compter de la notification de l'accord-cadre, le titulaire devra communiquer au facilitateur régional (Maison Métropolitaine d'Insertion pour l'Emploi - MMIE) les modalités opérationnelles d'exécution et le planning de mise en œuvre de la clause sociale d'insertion.

Pour mesurer la réalisation de la clause sociale d'insertion, il est à noter que seuls les contrats de travail conclus après la notification de l'accord-cadre seront pris en compte. Pour le cas de globalisation, leur admission devra être validée préalablement par la MMIE portant la mission de facilitateur régional de la clause sociale ou un facilitateur membre de l'URCLIE nommé par le facilitateur régional.

L'entreprise attributaire devra avoir débuté la mise en œuvre de la clause sociale dès la seconde année d'exécution de l'accord-cadre, même si, le bilan général et global de la clause est effectué à l'échéance du contrat.

Les modalités de mise en œuvre de l'engagement insertion (action qualitative) :

Pour les titulaires des lots 1 et 3 qui s'engagent à mettre en place un engagement insertion (action qualitative) à réaliser lorsque le titulaire a obtenu plus de 50 000€ HT commandés et facturés dans le cadre de ce lot, par le biais de plusieurs modalités proposées ci-dessous :

- ➔ Animer une demi-journée (3h) de face à face (visite de chantier ou d'entreprise, présentation de ses métiers en salle, atelier conseil, simulation d'entretiens d'embauche, etc.) avec un groupe de personnes éloignées de l'emploi tel que défini ci-dessus ;
- ➔ Accueillir en stage ou en immersion conventionnée au sein de son entreprise ou sur le lieu d'exécution du marché une personne éloignée de l'emploi tel que défini ci-dessus, sur une durée minimum de 35 heures ;
- ➔ Parrainer une personne éloignée de l'emploi tel que défini ci-dessus, à travers des entretiens individuels espacés d'au moins 15 jours (6 heures de face à face) ;
- ➔ Faire participer au moins un salarié ayant une fonction d'encadrement de terrain à une session de sensibilisation à la lutte contre les discriminations, au recrutement sans CV ou à l'intégration de publics en insertion durant une demi-journée (3h).

L'entreprise titulaire peut proposer, dans les 10 jours suivant la notification du marché, les modalités qu'elle envisage pour réaliser ses engagements insertion susvisés, ainsi qu'un planning de mise en œuvre. Le choix de la modalité qui devra être exécutée par l'entreprise titulaire sera toutefois effectué par l'AMO Insertion de la PFRA, afin qu'elle corresponde aux besoins des publics éloignés de l'emploi tel que défini ci-dessous du territoire.

En cas de non-réalisation de la modalité définie par l'AMO Insertion de la PFRA, des pénalités seront appliquées à l'entreprise titulaire.

En tout état de cause, le titulaire désignera son propre correspondant insertion.

Pour mesurer la réalisation de l'engagement d'insertion, il est à noter que seules les actions conclues après la notification de l'accord-cadre seront prises en compte.

5.3.4 Le suivi du dispositif

Afin de faciliter la mise en œuvre de la démarche d'insertion, le titulaire peut bénéficier d'un service spécifique d'accompagnement par :

Nom de la structure : Maison Métropolitaine pour l'Insertion et l'Emploi

Nom du facilitateur : DULAC Marie

Adresse : 24 rue Etienne Rognon 69007 LYON

Secrétariat général pour les affaires régionales Auvergne-Rhône-Alpes

33 rue Moncey – 69003 LYON - Adresse postale : 106, rue Pierre Corneille - 69419 - Lyon Cedex 03

Standard Préfecture : 04.72.61.60.60 – Fax : 04.78.60.41.37 - <http://www.prefectures-regions.gouv.fr>

CCAP COMMUNICATION_3_ARA_2025

→ Mission du facilitateur:

A titre informatif, dans le cadre de l'accord-cadre, le facilitateur a notamment pour mission de :

- informer le titulaire sur les différentes modalités de mise en oeuvre de la clause sociale ;
- informer le titulaire sur les structures d'insertion par l'activité économique (SIAE) qui opèrent dans le secteur d'activité de l'accord-cadre ;
- accompagner le titulaire dans la définition du besoin et de lui proposer les modalités les plus appropriées de mise en oeuvre de la clause d'insertion (embauche directe, mise à disposition, etc....) ;
- accompagner le titulaire dans la mise en oeuvre des actions de formation (pré-qualification, qualification, alternance) pour favoriser le recrutement direct des personnes en insertion ;
- d'identifier les publics susceptibles de répondre au besoin du titulaire ;
- organiser le suivi des publics jusqu'à la fin de la période d'intégration dans l'emploi avec le concours de structures spécialisées ;
- accompagner le titulaire dans la recherche de candidats éligibles à la clause sociale (fiche de poste établie conjointement entre l'entreprise et le facilitateur) ;
- sensibiliser l'entreprise à la mise en place de parcours d'intégration individualisés pour des publics éloignés de l'emploi ou en découverte d'un nouveau métier ;
- sensibiliser les professionnels de l'emploi au secteur d'activité de l'entreprise ;
- de suivre et de contrôler l'application de la clause d'insertion et de signaler les non-conformités pour un éventuel déclenchement de pénalités par l'acheteur ;
- mesurer et de communiquer auprès de l'acheteur et du titulaire sur les réalisations obtenues dans le cadre de l'accord-cadre.

→ Mission du titulaire :

Le titulaire désigne un correspondant opérationnel pour le suivi des actions d'insertion professionnelle, interlocuteur privilégié de l'acheteur et du facilitateur.

Le titulaire transmet à la Maison Métropolitaine pour l'Insertion et l'Emploi portant la mission de facilitateur régional de la clause sociale ou au facilitateur membre de l'URCLIE nommé par le facilitateur régional, a minima tous les semestres à compter de la date de notification de l'accord-cadre, tous renseignements utiles propres à permettre le contrôle de l'exécution et l'évaluation de l'action.

→ Mission de l'acheteur :

Un point relatif à l'action d'insertion sera réalisé avec le facilitateur lors d'une réunion préalable à la réunion de lancement de l'accord-cadre, organisée par l'acheteur.

Durant toute la période d'exécution de l'accord-cadre, l'acheteur peut organiser avec le titulaire et, le cas échéant le facilitateur, des réunions de suivi de la clause sociale.

5.3.5 Le contrôle et l'évaluation de la clause d'insertion sociale

Il sera procédé au contrôle de l'exécution de l'action d'insertion pour laquelle le titulaire s'est engagé, tout au long de l'exécution des prestations. A cet effet, le titulaire produit et transmet à la Maison Métropolitaine d'Insertion pour l'emploi ou au facilitateur nommé, pour le 15 du mois suivant tous les renseignements relatifs à l'exécution de l'action d'insertion. Différents documents justificatifs seront à transmettre au facilitateur, fonction de la modalité d'embauche choisis : relevés d'heures, attestations employeur (reprenant les éléments liés à l'embauche et reprenant les dates de signature, le type de contrat, sa durée et si nécessaire sa date de fin, mensuelles et annuelles) ...

Le titulaire, ou le cas échéant le facilitateur, rédige un bilan final dans le mois précédant la fin de l'exécution de l'accord-cadre.

En complément de ces bilans, l'acheteur peut, à tout moment et durant l'exécution de l'accord-cadre, décider de faire un point d'avancement de la mise en oeuvre de la clause d'insertion.

A l'issue de l'accord-cadre, le titulaire s'engage à étudier toutes les possibilités d'embauches ultérieures des personnes en insertion. Le titulaire conserve l'entière responsabilité de la (ou des) personnes) recrutée(s).

5.3.6 Clauses contractuelles en matière de protection des données à caractère personnel :

Le titulaire et ses éventuels co-traitants et/ou sous-traitants traiteront des données à caractère personnel et les transmettront à l'AMO insertion, afin qu'il vérifie l'éligibilité des candidats au dispositif et réalise le suivi des heures d'insertion. Ils s'engagent à traiter ces données dans le respect du RGPD et des clauses contractuelles conformément à l'article X – Condition d'exécution à caractère social du CCAP.

Dans le cas de l'embauche directe, le titulaire informera les candidats et salariés de la transmission à l'AMO insertion des données suivantes : données nécessaires à la vérification de leur éligibilité au dispositif, données nécessaires au suivi des heures d'insertion.

Dans le cas du recours à une structure mettant à disposition du personnel ou à un sous-traitant, le titulaire pourra reporter cette obligation d'information sur la structure en contact direct avec le candidat / salarié, afin de favoriser la bonne compréhension de cette information.

Conformément à la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel dans le cadre du RGPD (loi du 20/06/2018 et ordonnance du 12/12/2018), la Maison Métropolitaine d'Insertion pour l'Emploi (MMI'e) s'engage vis-à-vis des entreprises, dans le cadre de l'exécution de ses prestations, à respecter et à faire respecter par son personnel, les obligations suivantes :

- Ne collecter et traiter les données personnelles que conformément aux instructions et aux finalités liées à l'objet des prestations qui nous lie,
- Mettre en œuvre toutes les mesures techniques et organisationnelles appropriées afin de garantir la sécurité, l'intégrité et la confidentialité des données personnelles collectées et d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées, perdues, détournées, corrompues, divulguées, transmises ou communiquées à des personnes non autorisées,
- De garantir l'exercice de droit d'accès aux données sur demande (droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition), sur simple demande au délégué à la protection des données de la MMI'e (dpgd@lyonmetropole-mmie.fr)
- De supprimer ou d'anonymiser les données personnelles collectées dans un délai d'au plus 10 ans.

5.4 Considérations environnementales

Dans une volonté de protection de l'environnement, il est fait application de l'article R.2110-10 du CCP en prévoyant des spécifications techniques à caractère environnemental. Aussi de l'application de l'article L.2112-2 du CCP, en prévoyant des conditions d'exécution des prestations comportant des éléments à caractère environnemental indiqués au CCTP.

Le service bénéficiaire se réserve le droit d'accorder un sursis de livraison au titulaire s'il justifie de mesures et précautions particulières pour réduire les impacts environnementaux liés aux transports et aux modalités de livraison (ex : tournées de livraison, conditionnement...). La reprogrammation de la date de livraison peut déroger aux délais de livraison inscrits à l'accord-cadre, sous réserve de la validation expresse de l'acheteur. Le sursis de livraison suspend pour un temps égal à sa durée l'application des pénalités pour retard.

Aucun sursis de livraison ne peut être demandé par le titulaire pour des événements survenus après l'expiration du délai d'exécution de l'accord-cadre, éventuellement déjà prolongé.

Par ailleurs, le prestataire veille à limiter l'impact environnemental des livraisons et du transport des produits proposés. La planification du transport de ces marchandises doit permettre, lorsque cela est compatible avec les besoins de l'acheteur, d'éviter la circulation pendant les heures de pointe. Le titulaire privilégie le transport groupé afin de réduire les déplacements des véhicules de livraison. Le titulaire assure la formation des chauffeurs à l'éco-conduite.

La valorisation ou l'élimination des déchets créés lors de l'exécution des prestations est de la responsabilité du titulaire pendant la durée de l'accord-cadre. Le titulaire *veille* à ce que soient effectuées les opérations, de collecte, transport, entreposage, tris éventuels, traitement et de l'évacuation des *déchets* créés par les prestations objet de l'accord-cadre vers les sites susceptibles de les recevoir, conformément à la réglementation en vigueur. Le titulaire est tenu de produire, à la demande de l'acheteur, tout justificatif de traçabilité du traitement des déchets issus de l'exécution de la prestation, qui fasse apparaître une gestion des déchets conforme aux exigences réglementaires, notamment en ce qui concerne les déchets

dangereux.

En cas de non-communication de ces éléments justificatifs, et après une mise en demeure restée infructueuse, l'acheteur se réserve le droit d'appliquer les pénalités prévues dans le présent CCAP pour la non remise de document.

Sur simple demande du service bénéficiaire, le titulaire doit porter à sa connaissance les caractéristiques techniques des produits et des matériaux mis en œuvre en termes de *performances environnementales*. Quand cela est possible, le titulaire proposera des matériaux affichant un écolabel. D'autre part, le titulaire, en respect des démarches du pouvoir adjudicateur dans ce domaine, doit tenir un rôle de conseil auprès des services bénéficiaires, dans la mise en œuvre de techniques et de produits compatibles avec cette approche de développement durable.

Si la prestation comprend des déplacements, le titulaire privilégie, pour les différents sites concernés par l'accord cadre, les déplacements à pied, avec des véhicules à propulsion humaine ou en transports en commun. Si l'utilisation de véhicules individuels est indispensable, le parc servant à l'exécution des prestations comprend de préférence des véhicules fonctionnant à l'énergie électrique, au gaz de pétrole liquéfié (GPL), au gaz naturel pour véhicules (GNV), à l'hydrogène ou encore des véhicules hybrides (mixtes électriques et essence) conformes aux normes en vigueur.

Les prix de base du BPU comprennent la livraison dématérialisée des documents aux formats numériques.

Considérations environnementales complémentaires pour certains lots :

Pour tous les lots : L'utilisation d'un espace de travail collaboratif pour le partage d'information et de documentation est mis en place, limitant ainsi l'échange de mails et le volume des données échangées.

Pour le lot 2 (impression) : Le titulaire devra utiliser des papiers issus du recyclage ou de la gestion durable des forêts et du respect ses fonctions RSE. Les encres utilisées seront des encres végétales en majorité. Chaque rendu papier (calque ou autre) devra comporter une attestation ou un certificat attestant de ces dispositions. En cas de constatation du non-respect de ces dispositions il sera fait application des pénalités prévues à 5.7.5 du présent CCAP

Pour les lots 5 et 10 : Le choix de lieux de formation (ou de réunion) proposé par le titulaire est accessible en transport en commun.

5.5 Traitement de données à caractère personnel

5.5.1 Cas de l'acheteur

Le présent article a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le(s) titulaire(s) du présent accord-cadre s'engage(nt) à effectuer pour le compte de l'acheteur les opérations de traitement de données à caractère personnel définies ci-après.

Dans le cadre du présent accord-cadre, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, notamment le RGPD et la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

Précisions terminologiques :

Le responsable de traitement au sens du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (ci-après, «règlement général sur la protection des données » ou RGPD) est l'acheteur et le sous-traitant est le titulaire du présent accord-cadre.

Nature, durée, finalité et description du traitement de données à caractères personnel :

Le titulaire est autorisé à traiter pour le compte de l'acheteur, les données à caractère personnel nécessaires pour fournir la ou les prestation(s).

Les données à caractère personnel sont traitées pour une durée correspondante à la durée d'exécution du présent accord-cadre.

- Obligations du titulaire vis-à-vis de l'acheteur

Le titulaire de l'accord-cadre s'engage, notamment, à :

1 traiter les données uniquement pour la ou les seule(s) finalité(s) qui fait/font l'objet du présent accord-cadre ;

2. traiter les données conformément aux instructions documentées de l'acheteur. Si le titulaire considère qu'une instruction est donnée en violation du règlement général sur la protection des données ou de toute autre disposition du droit de l'Union ou du droit des États membres relative à la protection des données, il en informe immédiatement l'acheteur;

3. Si le titulaire est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers (hors de l'Union européenne) ou à une organisation internationale, en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'État membre auquel il est soumis, il doit informer l'acheteur de cette obligation juridique avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information ;

Les données transférées vers un pays tiers doivent bénéficier d'un degré de protection équivalent à celui garanti par le RGPD au sein de l'Union européenne. Il est rappelé que tout transfert de données à caractère personnel, au bénéfice de toute entité et notamment de pays tiers ou d'organisations internationales, qui ne serait pas strictement conforme à la réglementation française ou européenne est formellement prohibé.

A défaut de pouvoir garantir le respect de ces exigences en cas de transfert de données à caractère personnel vers un pays tiers, le titulaire suspend tout transfert et se rapproche de l'acheteur pour envisager, le cas échéant, l'adaptation des modalités d'exécution de l'accord-cadre permettant le respect des exigences du RGPD.

Si les modalités d'exécution ne peuvent être adaptées, l'acheteur procède à la résiliation l'accord-cadre pour motif d'intérêt général dans les conditions prévues par le CCAG de référence.

4. garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent accord-cadre ;

5. veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel en vertu du présent marché public :

- s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité;
- reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel.

6. prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut.

- Sous-traitance des activités de traitement

Lorsque le titulaire fait appel à un sous-traitant pour mener des activités de traitement spécifiques, il informe préalablement et par écrit l'acheteur. Cette information doit indiquer clairement la nature des activités de

traitement sous-traitées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant et les dates du contrat de sous-traitance. Cette sous-traitance ne peut être effectuée que si l'acheteur n'a pas émis d'objection pendant le délai de 21 jours à compter de la date de réception de la demande en application des dispositions de l'article R.2193-4 du CCP.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de l'acheteur, le titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 ou tout autre document équivalent (téléchargeable sur <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>).

Le sous-traitant est tenu de respecter les obligations du présent accord-cadre pour le compte et selon les instructions de l'acheteur. Il appartient au titulaire de s'assurer que le sous-traitant présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en oeuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences de la législation et de la réglementation en vigueur sur la protection des données. Si le sous-traitant ne remplit pas ses obligations en matière de protection des données, le titulaire demeure pleinement responsable devant l'acheteur de l'exécution par le sous-traitant de ses obligations. Le titulaire informe préalablement et par écrit l'acheteur de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'autres sous-traitants.

- Droit d'information et exercice des personnes concernées par le traitement

Il appartient au titulaire de fournir l'information aux personnes concernées par les opérations de traitement au moment de la collecte des données.

La formulation et le format de l'information doivent être convenus avec l'acheteur avant la collecte de données.

Le titulaire doit répondre, au nom et pour le compte de l'acheteur et dans les délais prévus par le règlement général sur la protection des données, aux demandes des personnes concernées en cas d'exercice de leurs droits.

- Notification des violations de données à caractère personnel

Le titulaire notifie à l'acheteur, par tout moyen permettant d'en accuser date de réception certaine, toute violation de données à caractère personnel dans un délai de 24 heures après en avoir pris connaissance. Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre à l'acheteur, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente (en l'occurrence, à la Commission nationale de l'informatique et des libertés, CNIL) si possible 72 heures au plus tard après en avoir pris connaissance.

Après accord écrit de l'acheteur, le titulaire notifie à l'autorité de contrôle compétente, au nom et pour le compte de l'acheteur, les violations de données à caractère personnel dans un délai maximum de 72 heures à moins que la violation en question ne soit pas susceptible d'engendrer un risque pour les droits et libertés des personnes physiques.

La notification contient au moins :

- la description de la nature de la violation de données à caractère personnel y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés ;
- le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues ;

- la description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
- la description des mesures prises ou que l'acheteur propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Si, et dans la mesure où il n'est pas possible de fournir toutes ces informations en même temps, les informations peuvent être communiquées de manière échelonnée sans retard indu.

Après accord écrit de l'acheteur, le titulaire communique, au nom et pour le compte de l'acheteur, la violation de données à caractère personnel à la personne concernée dans les meilleurs délais, lorsque cette violation est susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et libertés d'une personne physique.

La communication à la personne concernée décrit, en des termes clairs et simples, la nature de la violation de données à caractère personnel et contient au moins :

- la description de la nature de la violation de données à caractère personnel y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés ;
- le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues ;
- la description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
- la description des mesures prises ou que l'acheteur propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

- Aide du titulaire dans le cadre du respect par l'acheteur de ses obligations :

Le titulaire aide l'acheteur à la réalisation d'analyses d'impact relative à la protection des données et à la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle.

Le titulaire met à la disposition de l'acheteur la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre, le cas échéant, la réalisation d'audits, y compris des inspections, par l'acheteur ou un auditeur mandaté par lui, et contribuer à ces audits.

- Mesures de sécurité

Le titulaire met en œuvre les mesures de sécurité suivantes :

- la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel ;
- les moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
- les moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
- une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

- Sort des données

Au terme de l'exécution du présent accord-cadre, l'acheteur informe le titulaire de sa décision relative au sort des données. L'acheteur peut demander au titulaire de :

- détruire toutes les données à caractère personnel ;

- renvoyer toutes les données à caractère personnel à l'acheteur ou au tiers désigné par l'acheteur.

Le renvoi doit s'accompagner de la destruction de toutes les copies existantes dans les systèmes d'information du sous-traitant. Une fois détruites, le sous-traitant doit justifier par écrit de la destruction.

- Délégué à la protection des données

Le titulaire communique à l'acheteur dès la notification de l'accord-cadre le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un, ou, à défaut, l'identité et les coordonnées d'un point de contact dédié à ces questions.

- Registre des activités de traitement

Le titulaire tient par écrit un registre de toutes les activités de traitement effectuées pour le compte de l'acheteur comprenant :

1. le nom et les coordonnées de l'acheteur pour le compte duquel il agit, des éventuels sous-traitants et, le cas échéant, du délégué à la protection des données ;
2. les catégories de traitements effectués pour le compte de l'acheteur ;
3. le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et, dans le cas des transferts visés à l'article 49, paragraphe 1, deuxième alinéa du règlement général sur la protection des données, les documents attestant de l'existence de garanties appropriées ;
4. dans la mesure du possible, une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles, notamment, selon les besoins :
 - o la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel ;
 - o des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
 - o des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
 - o une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

Pénalité pour manquement aux obligations associées à la protection des données à caractère personnel : En cas de méconnaissance de la réglementation liée à la protection des données à caractère personnel et des stipulations du présent document, les pénalités suivantes seront appliquées : pénalité forfaitaire de 50 euros HT par jour de retard à compter du jour de la notification pour non transmission du nom et des coordonnées du DPD du titulaire, pour absence de notification à l'acheteur d'une violation de données à caractère personnelle, pour non-tenue du registre des activités de traitement ...).

Conformément au CCAG de référence, l'acheteur peut résilier l'accord-cadre pour faute du titulaire en cas de manquement grave et répété, par le titulaire ou son sous-traitant, aux obligations relatives à la confidentialité, à la protection des données à caractère personnel et à la sécurité prévues par la réglementation française et européenne ainsi qu'aux obligations prévues par le présent article et par les pièces particulières de l'accord-cadre.

5.5.2 Cas des bénéficiaires de l'AC

- Sort des données

Au terme de l'exécution du présent marché public, le bénéficiaire informe le titulaire de sa décision relative

au sort des données. Le bénéficiaire peut demander au titulaire de :

- détruire toutes les données à caractère personnel ;
- renvoyer toutes les données à caractère personnel à l'acheteur ou au tiers désigné par le bénéficiaire.

Le renvoi doit s'accompagner de la destruction de toutes les copies existantes dans les systèmes d'information du sous-traitant. Une fois détruites, le sous-traitant doit justifier par écrit de la destruction.

- Délégué à la protection des données

Le titulaire communique au bénéficiaire dès la notification de l'accord-cadre le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un, ou, à défaut, l'identité et les coordonnées d'un point de contact dédié à ces questions.

- Registre des activités de traitement

Le titulaire tient par écrit un registre de toutes les activités de traitement effectuées pour le compte du bénéficiaire comprenant :

1. le nom et les coordonnées de l'acheteur pour le compte duquel il agit, des éventuels sous-traitants et, le cas échéant, du délégué à la protection des données ;
2. les catégories de traitements effectués pour le compte de l'acheteur ;
3. le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et, dans le cas des transferts visés à l'article 49, paragraphe 1, deuxième alinéa du règlement général sur la protection des données, les documents attestant de l'existence de garanties appropriées ;
4. dans la mesure du possible, une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles, notamment, selon les besoins :
 - la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel ;
 - des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
 - des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
 - une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.
 - Pénalité pour manquement aux obligations associées à la protection des données à caractère personnel

En cas de méconnaissance de la réglementation liée à la protection des données à caractère personnel et des stipulations du présent document, les pénalités suivantes seront appliquées : pénalité forfaitaire de 50 euros pour non transmission du nom et des coordonnées du DPD du titulaire, pour absence de notification à l'acheteur d'une violation de données à caractère personnelle, pour non-tenue du registre des activités de traitement ...).

Conformément au CCAG de référence, le bénéficiaire peut résilier l'accord-cadre pour faute du titulaire en cas de manquement grave et répété, par le titulaire ou son sous-traitant, aux obligations relatives à la confidentialité, à la protection des données à caractère personnel et à la sécurité prévues par la réglementation française et européenne ainsi qu'aux obligations prévues par le présent article et par les pièces particulières de l'accord-cadre.

5.6 Régime des droits de propriété intellectuelle

L'acheteur doit être en mesure d'exploiter les livrables obtenus lors de son exécution (résultats, connaissances antérieures et connaissances antérieures standards) pour répondre à ses objectifs tels que décrits dans le CCTP. Le présent accord-cadre fait application des articles 34 à 37 du CCAG-FCS (hors dérogations énoncées ci-dessous).

Par dérogation à l'article 35 du CCAG FCS, la PFRA souhaite que les livrables du marché lui permettent de pouvoir librement et de façon autonome :

- Les utiliser sans restriction ;
- Les modifier et les adapter ;
- Les déposer à titre de marque et/ou de dessin et modèle.

Le titulaire du marché concède à titre exclusif, l'intégralité des droits au pouvoir adjudicateur ; pour toutes exploitations directes ou indirectes, quel qu'en soit le mode et ce, à quelque titre que ce soit et sous toutes formes.

5.6.1 Principe

Le titulaire cède à titre exclusif au pouvoir adjudicateur, conformément à l'article L 131-3 du code de propriété intellectuelle, l'intégralité des droits d'auteurs sur l'ensemble des créations réalisées dans le cadre du présent accord-cadre et prévues au CCTP, pour la durée légale des droits d'auteur, telle que cette durée est fixée d'après la législation française et européenne.

La cession des droits d'auteurs patrimoniaux sur le résultat des prestations exécutées dans le cadre de sa prestation s'exerce au fur et à mesure de leur création.

La cession des droits patrimoniaux définis au présent accord-cadre, vaut pour les documents préparatoires et définitifs, pour tout usage, externe ou interne, à titre gratuit ou onéreux.

Cette option s'applique au monde entier pour une période de 10 ans.

Afin que l'administration puisse procéder à la reproduction (ie le droit de reproduire ou faire reproduire, d'adapter ou de faire adapter, sans limitation, les supports créés dans le cadre du présent marché), le titulaire remet à l'administration, à sa demande, les fichiers sources correspondant aux prestations réalisées, quel que soit le logiciel (matriciel ou vectoriel) avec lequel ils ont été produits (Illustrator, Drawberry ou autre).

5.6.2 Droits du titulaire

Les méthodes et supports utilisés par le titulaire à l'occasion de l'exécution de la prestation restent sa propriété.

Par dérogation à l'article 37.3 du CCAG FCS, le titulaire ne peut faire aucun usage commercial des résultats des prestations sans l'accord préalable du service bénéficiaire et ne peut communiquer les résultats des prestations à des tiers, à titre gratuit ou onéreux, qu'avec l'autorisation du service bénéficiaire.

La publication des résultats par le titulaire doit recevoir l'accord préalable du service bénéficiaire.

Le service bénéficiaire accorde au titulaire le droit de citer son nom dans le cadre de références pour présenter son savoir faire.

5.6.3 Précisions sur les droits de propriété intellectuelle

Les droits de propriété intellectuelle incluent les droits d'utilisation, d'adaptation, de reproduction, de représentation et d'exploitation des résultats en tout ou partie, comme précisé ci-après :

- le droit d'utilisation se traduit par le droit d'utiliser les documents et productions pour tous usages, à quelque titre que ce soit ;
- le droit d'adaptation comprend le droit de corriger les erreurs, le droit d'établir toute version, en langue française et étrangère et en tout langage notamment informatique, de tout ou partie des documents et plus généralement le droit de traduction, d'arrangement, de modification, d'adaptation, de transformation en tout ou partie et sous forme écrite, orale, télématique, numérique, etc... des résultats aux fins de tout type d'utilisation et/ou d'adaptation ;
- le droit de reproduction comporte notamment le droit de stocker les documents sur tout support, le droit de reproduire ou de faire reproduire les documents et études, par tous moyens, sous toutes ses formes et sur tous supports, notamment informatiques (disquettes, CD-ROM, DVD-ROM, etc...) et sur tout support présent ou à venir, en un nombre d'exemplaires illimité ;

- le droit de représentation comporte notamment le droit de représenter ou de faire représenter publiquement les documents ou leurs exploitations secondaires par tous procédés connus ou inconnus à ce jour, à savoir la diffusion, la communication par voie analogique et/ou privés, nationaux et/ou internationaux, dans les circuits de diffusion spécialisés ou grand public ;
- le droit d'exploitation comporte notamment le droit d'exploiter directement et/ou d'accorder à des tiers, tant en France, qu'à l'étranger par voie de cession ou de concession, exclusive ou simple, transférable ou non, à titre gratuit ou onéreux, les droits d'utilisation, de reproduction, de représentation et/ou d'exploitation des documents.

La cession des droits de propriété prestations intellectuelles est incluse dans le prix de la prestation.

En effet, le titulaire spécifiera tous les éléments des rapports et documents produits dans le cadre du bon de commande sur lesquels il existe déjà un droit d'auteur ou tout autre droit de propriété. Il garantira avoir obtenu des titulaires desdits droits ou de leurs représentants légaux l'autorisation d'utiliser lesdits éléments pour les besoins de l'étude. Tout paiement dont le titulaire serait redevable pour le prix de cette autorisation sera, le cas échéant, à la charge du titulaire

5.7 Pénalités

Tout **mangement du titulaire à ses obligations** donne lieu à pénalité. Les pénalités sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable, sous réserve d'éventuelles stipulations particulières concernant les pénalités de retard.

Par dérogation aux articles 14.1.2 et 14.1.3 du CCAG de référence, le montant des pénalités n'est pas limité et le titulaire est redevable de la totalité des pénalités due.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités. Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement desdites pénalités.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de la personne publique de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie de l'accord-cadre aux frais et risques du titulaire.

Les ***pénalités peuvent être précomptées sur les acomptes versés*** au titulaire tout au long de l'exécution des prestations, lors de l'établissement des états d'acomptes, ou constituer un élément du décompte général.

5.7.1 Pénalités de retard

En cas de non-respect du délai d'exécution des prestations défini dans le bon de commande, et si le retard n'est pas imputable au service bénéficiaire, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité de :

- ~~100€~~ par jour de retard pour un bon de commande dont le montant est inférieur ou égal à 2.000€ HT ;
- ~~200€~~ par jour de retard pour un bon de commande dont le montant est supérieur à 2.000€ HT.

Le titulaire est dégagé de toute responsabilité si les retards sont la conséquence de faits relevant de la force majeure ou de cas fortuit, dans les termes de l'article 1148 du Code civil, ou de faits qui engagent la responsabilité de la personne publique.

5.7.2 Pénalités pour non conformité des prestations proposées

Lorsque les prestations ont été déclarées **non conformes au regard des critères de qualité** définis dans la

lettre de consultation, le cahier des charges technique ou dans le bon de commande, le service bénéficiaire refuse (partiellement ou totalement) et se réserve le droit d'appliquer une pénalité représentant 10 % du montant HT de la commande. Cette pénalité s'applique après mise en demeure, assortie d'un délai d'exécution et non suivie d'effets.

5.7.3 Pénalités pour non exécution de la prestation

Si la prestation n'est pas réalisée ou incomplète de plus de 50 %, la pénalité représentera 20 % du montant HT de la commande.

5.7.4 Pénalités pour non remise des documents

Tout retard dans la **remise des documents** et rapports prévus au présent accord-cadre ou nécessaire à l'exécution des prestations, peut entraîner l'application d'une pénalité égale à 50 € par jour ouvré de retard et par type de document concerné à partir du jour d'envoi de la relance de demande de transmission. Tout jour commencé est dû.

De même, si les **documents remis ne respectent pas le fond et la forme** requis par le présent contrat, il sera fait application d'une pénalité égale à 50 € HT par jour ouvré de retard par type de document concerné.

Tout document présentant un niveau de renseignement insatisfaisant au regard des dispositions prévues au présent contrat, précisant le contenu à minima des données, ne saurait être considéré comme recevable par l'administration et ouvrira droit à l'application des pénalités de retard pour non remise des documents.

5.7.5 Pénalités liées aux considérations environnementales

En cas de non-respect des considérations environnementales, il sera fait application d'une pénalité forfaitaire de 150 € par constatation.

5.7.6 Pénalités liées aux considérations sociales

En cas de non-respect des obligations relatives à l'insertion imputable au titulaire, le titulaire subira une pénalité égale à 35 euros par heure d'insertion non exécuté. Sur avis du facilitateur, le titulaire pourra être exonéré de pénalités si la non-réalisation de l'obligation n'incombe pas à l'entreprise.

En cas de non-réalisation par le titulaire d'un engagement d'insertion défini par le facilitateur conformément à l'article 5.3, il lui sera appliqué une pénalité de 1 000 €. Cette pénalité sera également applicable à hauteur de sa moitié en cas de réalisation hors délai de l'engagement insertion par le titulaire.

5.8 Perte d'exclusivité

Le titulaire peut perdre l'exclusivité d'être titulaire d'un accord cadre dans les cas de :

- retard dans la remise d'une offre pour les lots 1 et 3...
- retard dans le démarrage de l'exécution des prestations (après annulation du Bdc)

De plus le titulaire perd l'exclusivité des commandes :

- si le service bénéficiaire est amené à constater, dans le cadre de l'établissement d'un devis ou d'une offre subséquentes, une incohérence manifeste avec les prix moyens observés sur le marché économique ;
- en cas de non-respect des prix plafond de l'accord-cadre;
- en cas de non-respect des délais maximaux de réponse à une demande d'établissement de devis ;
- en cas d'absence de réponses à plus de 75 % des demandes de concourir à une consultation subséquentes ou de devis sans justification liée à un cas de force majeure.
- en cas d'application à trois reprises par un service des pénalités résultant de la non-conformité des prestations sur une année glissante, alors il peut être délié de l'exclusivité dévolue au titulaire;

La perte d'exclusivité est alors prononcée par l'acheteur pour la prestation objet de la demande de devis

5.9 Résiliation de l'accord-cadre et annulation du bon de commande

L'acheteur se réserve le droit d'exclure le titulaire de l'accord-cadre des procédures de remise en concurrence organisées pour l'attribution de consultations subséquentes et des bons de commande dans les hypothèses suivantes :

- **mauvaise exécution ou défaillance** dans le cadre de consultations subséquentes ou des bons de commande ;
- en cas d'annulation d'un bon de commande issu de l'accord cadre pour **faute** du titulaire, dans les cas visés à l'article 41.3 du CCAG-FCS.

La décision d'exclusion est notifiée au Titulaire de l'accord-cadre par tout moyen permettant de déterminer de façon certaine la date de réception.

La décision d'exclusion de l'accord cadre ne peut intervenir qu'après que le titulaire de l'accord-cadre ait été informé de la sanction envisagée et invité à présenter ses observations dans un délai de dix (10) jours ouvrés. L'exclusion prend effet à la date fixée dans la décision ou à la date de notification de cette décision. L'exclusion d'un titulaire à l'accord-cadre n'ouvre droit à aucune indemnité.

5.9.1 Résiliation de l'accord-cadre

Outre les cas de résiliation pour faute prévus au CCAG de référence, les situations énoncées ci-dessous peuvent être considérées comme des fautes du titulaire pouvant entraîner la résiliation de l'accord-cadre ou d'un lot par le RPA, sans mise en demeure préalable, aux torts du titulaire et conformément à l'article 41 du CCAG-FCS :

- Pour inexactitude des renseignements :

Après signature de l'accord-cadre, en cas d'inexactitude des documents et des renseignements prévus, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D8222-5 ou D8222-7 et D8222-8 du code du travail, une résiliation du lot concerné pourra être réalisée, aux torts du titulaire.

- En cas de résiliation pour faute du titulaire sur deux bons de commande :

En cas de résiliation de bons de commande pour faute du titulaire sur une période de 12 mois, la personne publique peut résilier l'accord-cadre avec le titulaire du lot concerné sans préavis ni indemnité, sans qu'il soit besoin d'aucune autre formalité.

- Pour contravention à la réglementation du travail :

La résiliation d'un lot de l'accord-cadre peut intervenir aux torts du titulaire et sans indemnité s'il contrevient à la réglementation du travail.

- Pour refus d'engagement à un MS :

Le titulaire s'engage à participer à la consultation subséquente prévue par le présent accord-cadre pour les lots 1 et 3 dans les délais prescrits. Aussi, lors de sa désignation, à exécuter le bon de commande en découlant.

La résiliation d'un lot peut intervenir aux torts du titulaire et sans indemnités en cas de défaillance du prestataire sur un de ces deux points.

- Pour mauvaise exécution des prestations issues de bons de commande :

La préfète de la région Auvergne-Rhône-Alpes ou son représentant pourra prononcer, sans préavis ni indemnité, la résiliation de l'accord-cadre ou du lot concerné dans les conditions de l'article 41 du CCAG de référence.

- Résiliation à l'initiative du titulaire :

Le titulaire peut par ailleurs soumettre une demande de résiliation du lot qui lui a été attribué, au RPA. Cette demande doit exposer clairement les difficultés auxquelles le titulaire se trouve exposé et qui empêchent le respect des clauses du présent accord-cadre. Les conditions de la résiliation sont alors précisées dans un protocole transactionnel.

- **Le RPA ou le maître de l'ouvrage** : peut résilier l'accord-cadre, un lot de l'accord-cadre, un marché subséquent ou l'exécution d'un bon de commande lorsque le titulaire est placé dans l'une des situations mentionnées aux articles L.2195-1 à L.2195-6 du CCP.

L'accord-cadre et le bon de commande peuvent être résiliés conformément aux dispositions du CCAG de référence (résiliation pour événements extérieurs ou liés au marché public, pour faute du titulaire ou pour

motif d'intérêt général).

La résiliation de l'accord-cadre n'entraîne pas la résiliation des bons de commande en cours d'exécution.

5.9.2 Annulation des bons de commande

Outre les cas d'annulation pour faute prévus au CCAG de référence, les situations énoncées ci-dessous peuvent être considérées comme des fautes du titulaire pouvant entraîner l'annulation des bons de commande par les services bénéficiaires conformément à l'article 41 du CCAG-FCS :

- non application à plus de trois reprises des prix issus de l'accord-cadre ;
- en cas de non respect du délai de réalisation des prestations prévues ;
- si le montant des pénalités est supérieur à 10% du montant du bon de commande, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'exclure le titulaire sans indemnisation. Les pénalités restent dues.

Par ailleurs, ma personne publique peut à tout moment annuler un bon de commande, qu'il ait ou non reçu un commencement d'exécution ou le modifier en retranchant ou en ajoutant des quantités.

L'annulation d'une commande n'est assortie d'aucune indemnité pour le manque à gagner. Cependant, l'administration doit rembourser les dépenses que le titulaire a éventuellement engagées en vue de l'exécution du bon de commande initial. Le titulaire appuie sa demande de remboursement en fournissant tous les justificatifs permettant de constater l'état d'avancement des prestations.

L'indemnisation est strictement proportionnelle au pourcentage d'exécution des prestations annulées.

L'annulation d'un bon de commande est notifiée au titulaire soit par échanges dématérialisés ou supports électroniques, soit par tout autre moyen permettant de donner une date certaine de réception.

L'arrêt d'exécution d'un bon de commande ne vaut pas inexistance de la consultation subséquente qui a précédemment eu lieu.

Si une consultation subséquente n'aboutit pas, les titulaires qui ont répondu ne dispose d'aucune indemnisation.

5.10 Exécution aux frais et risques du titulaire

Le cas échéant, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations, aux frais et risques du titulaire et dans les conditions prévues au CCAG de référence.

Conformément à l'article 45 du CCAG – FCS, en cas de non-exécution d'une partie des prestations, le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de la faire exécuter, après mise en demeure assortie d'un délai d'exécution et non suivi d'effet, par un tiers aux frais et risques du titulaire, dès lors que les prestations est compromise du fait de la défaillance du titulaire.

Une exécution incomplète est assimilée à la non-exécution, sauf pour le titulaire à justifier des raisons qui, extérieures à son entreprise, s'opposeraient à la bonne et entière exécution des prestations.

L'exécution aux frais et risques du titulaire peut être prononcée indépendamment de l'annulation du bon de commande.

5.11 Sous-traitance

L'acceptation des sous-traitants et l'agrément de leurs conditions de paiement sont soumis aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

La sous-traitance totale des prestations est interdite.

La présentation du sous-traitant peut intervenir au stade du dépôt de la candidature et de l'offre.

En cours d'exécution du bon de commande, afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de l'acheteur, le titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 ou équivalent (téléchargeable sur : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-mise-a-jour-formulaire-declaration-sous-traitance-dans-marches-publics>).

L'entreprise sous-traitante doit obligatoirement être acceptée préalablement à son intervention et ses conditions de paiement agréées par le bénéficiaire du bon de commande.

Cet acte mentionne : la nature des prestations sous-traitées envisagée, le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant, le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant, les conditions de paiement prévues et le cas échéant les modalités de variation de prix, les capacités financières et professionnelles du sous-traitant.

L'acheteur doit accepter ou refuser le sous-traitant et agréer ses conditions de paiement. Passé un délai de 21 jours à compter de la remise du DC4 et, le cas échéant, de la remise de l'exemplaire unique pour nantissement (ou du certificat de cessibilité), l'acheteur est réputé avoir accepté le sous-traitant et agréé les conditions de paiement.

En application des dispositions de l'article L.2193-7 du CCP, le titulaire communique le ou les contrats de sous-traitance à l'acheteur lorsque ce dernier lui en fait la demande sous 15 jours dès réception de la demande.

5.12 Assurances

Le titulaire assume la responsabilité de l'exécution des prestations et des dommages qu'il cause à l'acheteur en cas d'inexécution. Dans un délai de quinze jours à compter de la notification des marchés ou du bon de commande et avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier être en possession d'une police d'assurances.

Il est responsable des dommages que l'exécution des prestations peut engendrer : à son personnel, aux agents de l'acheteur ou à des tiers ; à ses biens, aux biens appartenant à l'acheteur ou à des tiers.

Le titulaire doit être couvert par un contrat d'assurance en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il pourrait encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels engendrés lors de l'exécution des prestations, objet du présent marché.

Il s'engage à remettre, sur simple demande écrite, à l'acheteur, une attestation de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie.

Le titulaire s'engage à informer expressément l'acheteur de toute modification de son contrat d'assurance.

Les sous-traitants doivent fournir les mêmes documents que le titulaire.

~~Chaque MS précise le montant de garantie exigé.~~

5.13 Notification des informations

5.13.1 Représentation de l'acheteur

L'interlocuteur désigné par l'acheteur est chargé du suivi de l'exécution des prestations. Il est désigné lors de la notification de l'accord-cadre.

L'acheteur notifie toute modification de l'interlocuteur au titulaire.

5.13.2 Représentation du titulaire

Le titulaire désigne un ou plusieurs interlocuteurs, habilités à le représenter auprès de l'acheteur, pour les besoins de l'exécution de l'accord-cadre.

Les titulaires de l'accord-cadre désignent dans le mois qui suit la notification de l'accord-cadre, un responsable chargé d'être l'interlocuteur du représentant du pouvoir adjudicateur pour toute question se rapportant au suivi de l'exécution de l'accord-cadre régional et des bons de commande.

D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par l'acheteur en cours d'exécution de l'accord-cadre. Le titulaire s'engage à informer, sans délai, l'acheteur de toute modification d'interlocuteur désigné.

Pendant toute la durée d'exécution de l'accord-cadre, l'acheteur se réserve le droit de demander le remplacement motivé d'un ou de plusieurs intervenants du titulaire. De même, le titulaire peut proposer le remplacement d'un ou de plusieurs de ses intervenants.

Le remplaçant est soumis à l'approbation de l'acheteur. Tout refus sera motivé.

Le titulaire procède alors au remplacement des intervenants dans le délai de 15 jours à compter de la demande ou de la proposition de remplacement.

En aucun cas, le remplacement du personnel ne pourra justifier une augmentation du montant des prestations.

5.13.3 Échanges dématérialisés

L'acheteur et les services bénéficiaires notifient au titulaire les décisions ou informations qui font courir un délai, par tout moyen dématérialisé (profil acheteur PLACE ou adresse électronique mentionnée dans les documents particuliers du marché) permettant de déterminer de façon certaine la date et, le cas échéant, l'heure de sa réception.

Les échanges dématérialisés autres que ceux faisant courir un délai s'effectuent par courriel.

5.14 Dispositions applicables en cas de menace sanitaire grave appelant des mesures d'urgence

La menace sanitaire appelant des mesures d'urgence, notamment l'état d'urgence sanitaire déclaré en application des dispositions du code de la santé publique, est assimilée à un cas de force majeure dès lors que cette situation est inconnue des parties au moment de la signature de l'accord-cadre par l'acheteur ou que cette situation, bien que connue des parties, donne lieu à des mesures d'urgences nouvelles inconnues des parties au moment de la signature de l'accord-cadre par l'acheteur et ayant un impact direct sur l'exécution du contrat. Ces situations sont constitutives d'un « événement perturbateur » au sens du présent article.

L'évènement perturbateur fait obstacle à l'application de sanction, de pénalités contractuelles à l'égard du titulaire comme à la mise en œuvre de la responsabilité contractuelle des parties à raison de retards ou d'inexécution des obligations qui leur incombent, dès lors qu'est établi un lien de causalité entre l'évènement perturbateur et le retard ou l'inexécution.

5.14.1 Suspension de l'exécution des prestations à la demande du titulaire :

Si le titulaire est temporairement dans l'impossibilité d'exécuter tout ou partie des prestations du fait de l'évènement perturbateur ou que cette exécution ferait peser sur lui une charge manifestement excessive, il peut en demander la suspension par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

La décision de suspendre l'exécution des prestations à la demande du titulaire fait l'objet d'un écrit émanant de l'acheteur et est transmise par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

Dans sa décision, l'acheteur précise l'impact éventuel de la suspension sur la durée de l'accord-cadre. Toute modification de la durée du marché ne peut résulter que d'un avenant.

En cas de suspension du marché à la demande du titulaire, l'acheteur se réserve la possibilité de conclure un marché de substitution avec un tiers pour satisfaire les besoins qui ne peuvent souffrir aucun retard, nonobstant toute clause d'exclusivité et sans que le titulaire du marché initial ne puisse engager, pour ce motif, la responsabilité contractuelle de l'acheteur. L'exécution du marché de substitution n'est pas effectuée aux frais et risques du titulaire.

Le titulaire ne peut quant à lui être sanctionné, se voir appliquer de pénalités contractuelles, ni voir sa responsabilité contractuelle engagée dès lors qu'il démontre qu'il ne dispose pas des moyens suffisants pour exécuter les prestations ou que leur mobilisation ferait peser sur lui une charge manifestement excessive. A ce titre, toute justification permettant à l'acheteur d'apprécier le bien-fondé des difficultés rencontrées ou à venir ainsi que leur lien de causalité avec l'évènement perturbateur doit être fournie par le titulaire. Le titulaire doit prouver l'impossibilité temporaire de poursuivre l'exécution du marché en apportant la preuve qu'il ne dispose pas de moyens suffisants (Ex : exercice du droit de retrait par les salariés - art. L. 4531-1 C. travail -, adaptation des conditions de travail à la situation sanitaire), ou que leur mobilisation ferait peser sur lui une charge manifestement excessive.

La suspension de l'exécution des prestations à l'initiative du titulaire n'ouvre droit à aucune indemnité au bénéfice de ce dernier.

5.14.2 Suspension à l'initiative de l'acheteur

Si l'acheteur décide de suspendre l'exécution de tout ou partie des prestations, il en informe le titulaire par écrit, dans les meilleurs délais et par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

Dans sa décision, l'acheteur précise l'impact éventuel de la suspension sur la durée de l'accord-cadre. Toute modification de la durée du marché ne peut résulter que d'un avenant.

En cas de suspension de tout ou partie des prestations, les parties procèdent à l'établissement d'un constat contradictoire des prestations réalisées jusqu'à la suspension, sauf lorsque celui-ci s'avère manifestement inutile.

L'acheteur ne peut voir sa responsabilité contractuelle engagée dès lors qu'est établi un lien de causalité entre l'évènement perturbateur et la décision de suspension.

Le titulaire, quant à lui, ne peut être sanctionné, se voir appliquer de pénalités contractuelles, ni voir sa responsabilité contractuelle engagée du fait de cette suspension.

Celle-ci donne lieu à indemnisation du titulaire s'il démontre l'existence d'un lien direct entre le préjudice subi et la suspension des prestations.

Pour ce faire, il adresse à l'acheteur un mémoire en réclamation, conformément aux dispositions de l'article du CCAG de référence relatif aux différends entre les parties. Ce mémoire justifie :

- les coûts d'arrêt des prestations objet de l'accord-cadre ;
- les coûts de remise en état à l'issue de la suspension en vue de la reprise d'exécution ;
- la part des charges d'exploitation directement liées à l'exécution du marché et qui ont continué d'être supportées par le titulaire pendant la période de suspension.

5.14.3 Prolongation du délai d'exécution des prestations

L'acheteur prolonge le délai d'exécution dès lors que le titulaire est dans l'impossibilité de le respecter, ou que cette exécution en temps et en heure nécessiterait des moyens dont la mobilisation ferait peser sur lui une charge manifestement excessive. Pour bénéficier de cette prolongation, le titulaire justifie des causes faisant obstacle à l'exécution de tout ou partie des prestations dans le délai contractuel et du lien de causalité entre cette impossibilité et l'évènement perturbateur.

La demande de prolongation intervient avant l'expiration du délai contractuel et de la période associée à l'évènement perturbateur. Elle s'effectue dans les conditions fixées par le CCAG de référence.

La prolongation du délai d'exécution peut être à l'initiative de l'acheteur qui en informe le titulaire par écrit, dans les meilleurs délais et par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

En cas de prolongation, le nouveau délai a les mêmes effets que le délai contractuel et est d'une durée suffisante pour la réalisation des prestations. La décision de prolongation précise son impact éventuel sur la durée de l'accord-cadre. Toute modification de la durée de l'accord-cadre ne peut résulter que d'un avenant.

5.14.4 Résiliation en cas d'impossibilité d'exécuter la prestation et indemnisation associée

Lorsque le titulaire est dans l'impossibilité d'exécuter l'accord-cadre du fait de l'évènement perturbateur, l'acheteur prononce la résiliation de l'accord-cadre, ou le cas échéant le lot concerné, sur le fondement de l'article L. 2195-2 du CCP.

Le décompte de résiliation est établi conformément aux dispositions du CCAG de référence, en faisant application des modalités de résiliation s'attachant au cas de résiliation pour évènement présentant les caractéristiques de la force majeure.

5.14.5 Indemnisation

L'annulation d'un bon de commande par l'acheteur à la suite d'un évènement perturbateur ouvre droit à une indemnisation du titulaire des dépenses spécifiquement engagées pour l'exécution des prestations annulées.

Le titulaire adresse à l'acheteur un mémoire en réclamation, conformément aux dispositions de l'article du CCAG de référence relatif aux différends entre les parties. Ce mémoire justifie :

- de l'existence du préjudice subi (réalité des charges pesant sur le titulaire et évaluation du montant demandé);
- de l'existence d'un lien de causalité entre l'évènement perturbateur et ledit préjudice.

Indemnisation en cas de poursuite d'exécution bouleversant l'équilibre du contrat

Lorsque l'équilibre du contrat est bouleversé du fait de la poursuite de l'exécution des prestations, le titulaire peut être indemnisé des charges supplémentaires extra contractuelles qu'il supporte, dans les conditions précisées par la circulaire du Premier ministre et du ministre de l'économie et des finances du 20 novembre 1974 relative à l'indemnisation des titulaires de marchés publics en cas d'accroissement imprévisible de leurs charges économiques/

Pour ce faire, le titulaire doit démontrer le bouleversement de l'équilibre du contrat, la perte effective subie ainsi que le lien avec l'évènement perturbateur. A défaut, la demande d'indemnisation est rejetée.

Un pourcentage de **20 %**, du montant de la perte effective reste à la charge du titulaire.

Demandes indemnitaires

Les demandes indemnitaires font l'objet d'un mémoire en réclamation transmis à l'acheteur par tout moyen

matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception. Le mémoire en réclamation est transmis dans les conditions fixées par l'article 46.2 du CCAG de référence et justifie de manière circonstanciée le préjudice subi, les coûts associés, et leur lien avec l'évènement ayant caractère de force majeure (ex : coûts de stockage de matériel, mesures de sécurité associées à l'évènement, coûts de gardiennage, de maintien en condition ...).

Ne peuvent être indemnisés des coûts résultant de la négligence ou de la défaillance du titulaire.

5.14.6 Modalités de communications en cas de crise sanitaire

En période de crise sanitaire, les réunions en présentiel peuvent être remplacées par des réunions à distance par tous moyens de téléconférence (audioconférence, visioconférence notamment).

Lorsque les parties privilégient les échanges dématérialisés, les modalités fixées au présent document s'appliquent (cf article « Échanges dématérialisés »).

Article 6 - PILOTAGE

6.1 Réunion de démarrage :

La prestation débute, si le service bénéficiaire le souhaite, par une réunion de démarrage au cours de laquelle le représentant de l'acheteur présente son organisation, son activité et les données disponibles (documents, supports...) relatives à la prestation.

L'objet de cette réunion est de :

- présenter l'organisation du projet;
- s'assurer de la bonne compréhension mutuelle de la prestation à mener (hypothèses, périmètre et engagement);
- rappeler la nature des livrables et le planning associé;
- rappeler le processus de validation / acceptation des livrables;
- agréer le mode de reporting du prestataire (mise en oeuvre pratique des dispositions stipulées dans le marché : fréquence des réunions d'avancement, nature et formalisme des comptes-rendus, etc.);
- préciser les modes de communication et/ou de sollicitation du représentant de l'acheteur envers le prestataire.

6.2 Réunion d'avancement et suivi de l'avancement de projet :

En tant que de besoin, une réunion d'avancement assurera un suivi au plus près de l'état des prestations, afin de s'assurer de l'adéquation entre le besoin exprimé et la prestation réalisée. Cette réunion abordera, notamment, les points suivants :

- respect du planning (tâches engagées, tâches closes), voir le système de pénalités décrit dans le présent document;
- mise à jour des écarts/dérives éventuels (besoin exprimé, prestation...) et identification des actions correctives et préventives;
- points techniques ouverts;
- bilan des actions non closes;
- échanges et avis sur les documents de travail du titulaire. Ces avis sont distincts des opérations de vérifications;
- définition des tâches à venir.

À l'issue de chaque réunion, les comptes-rendus sont rédigés par le titulaire. La gestion des actions soulevées lors de ces réunions d'avancement est faite par le représentant du titulaire. Le prix de ces

réunions est inclus dans le prix du marché.

6.3 Revue de contrat :

Une réunion de revue de contrat annuelle est organisée par la PFRA. En vue de l'organisation de cette réunion, pour chaque lot, le titulaire doit communiquer les documents ci-dessous, dans les deux semaines qui suivent la date anniversaire du début d'exécution de l'accord-cadre, à l'exception de la dernière année d'exécution pour laquelle les documents doivent être transmis deux semaines avant ladite date anniversaire.

6.4 Bilan d'activité :

Selon une périodicité annuelle à compter de la date de début d'exécution de l'accord-cadre, les titulaires transmettront au représentant du pouvoir adjudicateur (PFRA) un bilan d'activités comportant les éléments suivants :

- 1 - Le bilan des bons de commande comportant :
 - les noms et adresses des services bénéficiaires dont il a reçu des bons de commande au cours de l'année.
 - les montant initiaux et successifs ;
 - l'objet des bons de commande ;
 - un état des pénalités appliquées par les services bénéficiaires ;
 - le montant total par lot en € HT.
- 2- Un bilan d'exécution des prestations comportant :
 - le montant total hors taxes des prestations objet des bons de commande passés sur la base du présent accord-cadre ;
 - le nombre total de bons de commande passés sur la base de l'accord-cadre ;
 - un rapport global relevant les non-conformités éventuelles en rapport avec les dispositions réglementaires ou normatives ainsi que toutes suggestions relatives à l'évolution réglementaire portant sur les installations ;
 - tout incident constaté sur l'année d'exécution et toute piste d'amélioration envisagée pour l'année à venir.
 - un état des pénalités et réfections appliquées par les services bénéficiaires;
- 3- Pour les consultations subséquentes :
 - le bilan de l'ensemble des consultations subséquentes par lot (type de prestations et montant en € HT);
 - le bilan de tous les avenants conclus sur la période et par marché subséquent ;
 - les restitutions statistiques comportant a minima par service les différentes prestations, leur volume, les prix appliqués, les dates de commande et d'exécution ;
 - les incidents / différents, ou imprévus constatés lors des prestations ;
 - les solutions mises en place pour remédier aux éventuels effets de ces incidents ;
 - des propositions d'amélioration pour l'année à venir ;
 - un bilan qualitatif de la relation et des prestations fournies.

Ce bilan d'activité, présenté sous forme de diapositives, pourra faire l'objet d'un échange et/ou d'une présentation par le titulaire à l'occasion d'une revue de contrat annuelle organisée par la Plate-Forme Régionale Achats .

6.5 Suivi financier du montant maximum de l'accord-cadre à bons de commande

Afin de permettre à l'acheteur de suivre l'exécution financière du présent accord-cadre, le titulaire est tenu de

:

- produire un état trimestriel de la consommation, tous bénéficiaires confondus le cas échéant ;
- produire un état de la consommation à date, à la demande de l'acheteur, dans un délai maximal de **15** jours à compter de cette demande ;
- **alerter l'acheteur lorsque les consommations atteignent 75 %** de la quantité maximale ou de la valeur maximale prévue par l'acheteur dans les documents de la consultation.

À ce titre, un référent financier devra être désigné au moment de la notification de l'accord-cadre. Un fichier lui sera fourni par la PFRA et devra être renseigné et transmis à chaque échéance ou demande.

Tout au long de l'exécution de l'accord-cadre et en référence aux obligations précisées ci-dessus :

L'Acheteur :

- veille au respect de la fréquence de transmission des informations par le Titulaire ;
- est particulièrement attentif à la qualité, à la transparence et à la fiabilité des informations communiquées.

Le Titulaire :

- s'engage à respecter sans réserve les obligations de transmission d'informations telles que précisées dans la présente clause (notamment la nature des informations à transmettre et la fréquence de transmission) ;
- s'engage sans réserve à participer aux réunions de suivi que l'Acheteur organise.

Article 7 - LANGUE

L'usage de la langue française est obligatoire notamment dans les réunions de travail, les comptes-rendus d'avancement, les courriers, la documentation de référence et de formation, sans que cette liste puisse être considérée comme exhaustive.

Article 8 - LITIGES ET CONTENTIEUX

Les dispositions de l'article 46 du CCAG-FCS sont applicables.

En cas de litige résultant de l'application des clauses de l'accord-cadre et des bons de commande, la loi française est seule applicable.

En cas de différend, les acheteurs et les titulaires peuvent recourir au médiateur des entreprises ou aux comités consultatifs de règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés publics conformément aux dispositions de l'article R2197-1 du CCP.

Le comité consultatif compétent est le **comité consultatif interrégional de règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés publics** de Lyon situé :

53 boulevard Vivier Merle

69003 LYON

Tél 04 72 77 05 20

Le tribunal compétent pour les litiges relatifs à l'application des clauses de l'accord-cadre est le **tribunal administratif de Lyon** :

184 rue Duguesclin

69003 LYON.

Le tribunal compétent pour les litiges relatifs à l'application des clauses des bons de commande est le tribunal administratif dans le ressort duquel est situé le bénéficiaire ayant signé le commande.

Article 9 - DÉROGATIONS

Les dérogations au C.C.A.G. FCS explicitées dans les articles désignés ci-après du C.C.A.P sont apportées aux articles suivants :

Articles du CCAP	Dérogation au CCAG-FCS
Article 2.7 – documents contractuels	Article 4.1 du CCAG
Article 2.9 – Modification de l'accord-cadre	Article 23 du CCAG
Article 3.1.3 – Pièces constitutives de l'accord cadre	Article 4 du CCAG
Article 5.6 – Utilisation des livrables issus du marché	Article 35 du CCAG
Article 5.6.2 – Droit du titulaire (régime de propriété intellectuelle)	Article 37.3 du CCAG
Article 5.7 - Pénalités	Article 14 du CCAG